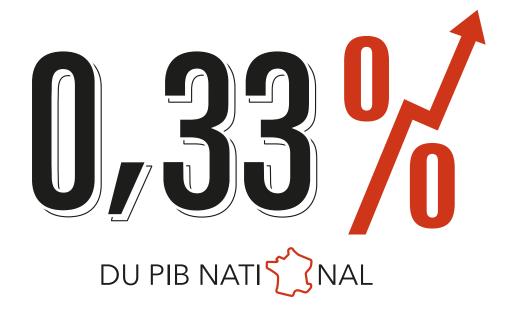




L'EFFET RUNGIS

Le premier marché de gros de produits frais au monde n'est pas fermé sur lui-même. Il occupe une place centrale, non seulement dans l'économie de la région francilienne, mais également dans l'activité nationale de par sa contribution au dynamisme des filières agroalimentaires. Les chiffres de l'étude menée par Utopies pour mesurer son empreinte économique et sociale (Local Footprint) parlent d'eux-mêmes : 5,9 milliards d'euros injectés dans la filière au niveau mondial; 1 milliard dépensé auprès des fournisseurs et prestataires, dont 85% dans la région; un emploi sur le site permettant la création ou le maintien de 7,5 autres dans le reste de l'économie nationale... soit au total près de 90% du chiffre d'affaires du Marché qui retournent dans l'économie sous forme d'achats, de rémunérations ou de fiscalité.





1000

Le Marché de Rungis pèse au total 0,33% du PIB de la France, soit autant que la croissance annuelle du PIB national en 2013.





Sous forme d'achats (1 Md€ auprès de prestataires), de rémunérations (320 M€ de rémunération nette) ou de fiscalité (319 M€ d'impôts et taxes). La majorité de cette somme (5,9 Md€) est investie dans la filière agroalimentaire (agriculture, pêche et agroalimentaire).





Le Marché de Rungis permet de créer ou de maintenir 102 000 emplois en France soit 1 actif sur 300 dont la rémunération est totalement dépendante de la vie du site.

EMPLOIS CRÉÉS ou maintenus en île-de-france





Soit 1 actif occupé sur 200 dans la région.



LE MARCHÉ S'ADAPTE AUX GRANDES ÉVOLUTIONS DE LA CONSOMMATION ALIMENTAIRE "

QUE RETIENDREZ-VOUS DE L'ANNÉE 2014?

2014 aura été une année à la fois de maturité – avec la réalisation de nombreux projets – et une année de maturation, avec l'éclosion de nouveaux. En 2014, nous avons respecté notre feuille de route qui repose sur quatre grands axes : soutenir le marché physique, développer les activités de service, créer nos futurs relais de croissance, pérenniser le cadre juridique du Marché et de la SEMMARIS. Concernant le marché physique, la rénovation des bâtiments fruits et légumes a été achevée, de même que l'extension du pavillon de la triperie ou la modernisation de l'éclairage public. Dans le domaine logistique et environnemental, nous mettons en place une stratégie pour que le développement de ces activités

puisse s'adapter à l'évolution de la réglementation, par exemple en favorisant des modes alternatifs de motorisation. C'est pourquoi j'ai initié une offre en véhicules électriques dont certains sont directement connectés à des panneaux solaires. Et je souhaite contribuer à la recherche d'une solution pour pérenniser le terminal ferroviaire. J'ai également beaucoup travaillé sur l'empreinte écologique du Marché; j'ai avancé dans le domaine des eaux et j'ai participé au lancement des travaux de modernisation de l'usine d'incinération. Plus généralement, de nombreux projets innovants ont été lancés, et ce de manière transversale, afin de mobiliser de façon optimale toutes les compétences de mes équipes.

66 RUNGIS EST
UNE MARQUE
TRÈS PUISSANTE
EN MESURE
DE RAYONNER BIEN
AU-DELÀ DE
SES FRONTIÈRES
ACTUELLES. ??

STÉPHANE LAYANI

Président-directeur général de la SEMMARIS

ET SUR LE PLAN ÉCONOMIQUE?

2014 a été une très bonne année et de nombreux secteurs ont surperformé, même si le cas spécifique de tel ou tel peut s'avérer plus difficile. Dans une conjoncture déprimée, cela confirme le caractère contracyclique du modèle de Rungis. D'ailleurs, j'ai dévoilé, lors des derniers Entretiens de Rungis, une étude très importante révélant son impact socio-économique, tant sur la région que sur le pays tout entier. Elle démontre que chaque euro injecté sur le Marché a un effet multiplicateur très supérieur dans l'économie à ce que l'on peut rencontrer dans d'autres domaines d'activité. Ainsi, Rungis constitue un outil structurant tant pour les filières agroalimentaires, les réseaux de distribution que pour l'ensemble de l'économie nationale.

QUELLES PERSPECTIVES CELA OUVRE-T-IL AU MARCHÉ?

Grâce à une étude TNS SOFRES, j'ai pu vérifier que Rungis continuait à incarner une signature très puissante, dont le territoire de marque va bien au-delà du seul lieu géographique. Elle est déjà en mesure de rayonner à l'international. Et elle pourrait aussi s'étendre davantage vers l'aval, pourquoi pas avec des points de vente intégralement consacrés à la gastronomie. Sans concurrencer les clients du Marché bien sûr, il pourrait s'agir de show rooms pour promouvoir nos produits, nos terroirs, nos régions dans des lieux touristiques par exemple. Nous percevons une forte demande allant dans ce sens.

LA GASTRONOMIE SEMBLE BIEN S'ÊTRE IMPOSÉE COMME LE MAÎTRE MOT DE RUNGIS...

Bien évidemment! L'Allée de la Gastronomie que nous sommes en train de tracer en est la preuve. J'envisage de créer une école du goût à Rungis. Cela peut paraître paradoxal, mais le Marché manque de main-d'œuvre et certains de ses métiers ne sont pas assez valorisés. Même s'il y a déjà des structures de formation sur Rungis, comme l'Ifocop ou le CFA de la poissonnerie, le Marché doit renforcer son pôle de formation. Il y a également le projet de Cité de la Gastronomie qui est en préparation et qui sera une véritable novation lorsque tous les acteurs seront réunis. Une fois que l'ensemble du secteur sera requalifié, cette avenue sera l'artère principale du Marché, partant de l'école du goût pour aller jusqu'à la station de métro de la ligne 14, et à la future Cité de la Gastronomie. C'est là un des grands dessins du Marché. Mais déjà, nous avons mené un grand nombre d'actions pour donner vie à cette vision, notamment en apportant notre soutien à des événements de prestige, à la réussite desquels la richesse de l'offre en produits gastronomiques de Rungis a fortement contribué.

QU'ATTENDEZ-VOUS DE 2015?

Notons déjà la création de Rungis & Co qui va servir d'incubateur à de jeunes entreprises qui s'intéressent aux secteurs de l'alimentation et de la logistique. Et 2015 sera l'année du pavillon bio, qui constituera aussi une magnifique concrétisation de notre projet environnemental. Après le F5C dédié à la gastronomie, de tels pavillons thématiques démontrent la capacité du Marché de Rungis à s'adapter aux grandes évolutions de la consommation alimentaire.

QUELLES SONT CES ÉVOLUTIONS SELON VOUS?

Je distingue quatre grandes tendances dans l'alimentation: la frugalité durable – manger mieux, ne pas gaspiller – à laquelle notre programme Rungis Green Business répond parfaitement; la gastronomie en tant que rituel, symbole de cette recherche de lien dans la société qui se désagrège parfois, pour laquelle l'expertise du Marché n'est plus à démontrer; de même que l'éducation au goût et la formation des métiers de bouche que j'ai déjà évoquées; et, enfin, la santé et le bien-être, un axe que Rungis ne semble pas développer en tant que tel aujourd'hui, mais complètement sous-jacent à sa position de plus grand marché de produits de qualité au monde.



LA DIRECTION DE LA SEMMARIS



LE COMITÉ STRATÉGIQUE

STÉPHANE LAYANI

Président-directeur général

DOMINIQUE BATANI

Directeur du Marché

DAVID BOURGANEL

Directeur du Développement

FRANCIS LEFÈVRE

Secrétaire Général

FRÉDÉRIQUE WAGON

Chef de cabinet

LE COMITÉ EXÉCUTIF

CHRISTOPHE ACAR

Directeur Technique Exploitation et Construction

ÉRIC AMOROS

Directeur Financier

PÉNÉLOPE GOLDSZTEIN

Directrice des Affaires Juridiques

JEAN PERROT

Directeur du Patrimoine

JÉRÔME ZOÏS

Directeur de l'Innovation

ACTIONNARIAT

Altaréa	33,34%
État	33,34%
Ville de Paris	13,19%
Département du Val-de-Marne	5,60%
Caisse des Dépôts et Consignations	4,60%
Professionnels et divers	9,93%

ARRIVAGES SUR LE MARCHÉ

TONNES DE PRODUITS ALIMENTAIRES



ARRIVAGES DES ACTIVITÉS LOGISTIQUES DE TRANSIT

1 100 000

TONNES DE PRODUITS ALIMENTAIRES

OCCUPATION DES SURFACES LOUABLES

 $1023270 M^2$

soit **93,98** % de taux d'occupation

FRÉQUENTATION GLOBALE DU MARCHÉ

6 572 440 ENTRÉES

FRÉQUENTATION DES ACHETEURS

	2014	Variation 13/14
Commerces de détail en magasin	615 406	-0,2%
Commerces de détail sur marché	358 031	+2,6%
Commerces de gros	131 659	+2,4%
Restauration	58 353	-1,5%
Divers	65 591	-0,9%
Total	1 229 040	+0,8%

ARRIVAGES

	2014	Variation 13/14
Fruits et légumes	1 109 016	+14,4%
Produits carnés	278 210	-0,8%
Produits laitiers et avicoles	67 127	+1,9%
Produits traiteur et d'alimentation générale	67 032	+16,7%
Produits de la mer et d'eau douce	98 756	-6,5%
Total	1 620 141	+9,6%
Fleurs coupées (en milliers de tiges)	197 176	+5,9%
Plantes en pot (en milliers de pots)	19 312	+24,9%
Feuillages (en milliers de bottes)	8 658	-8,3%

NDLR : Les produits traiteur et les plantes en pot englobent chacun une nouvelle entreprise qui représente l'intégralité de l'évolution positive.

PROGRAMME D'INVESTISSEMENT DE LA SEMMARIS

21,1 M€

NOUVEAUX ACHETEURS



CHIFFRE D'AFFAIRES DES ENTREPRISES DU MARCHÉ

(En milions d'euros)



12/13 +3,8%

5 910 Grossistes

2 909 Autres activités

CHIFFRE D'AFFAIRES DES GROSSISTES SUR LE MARCHÉ

(En milions d'euros)



12/13 +3,2%

- 2 752 Fruits et légumes
- 1 432 Produits carnés
- **862** Produits laitiers, produits traiteur, alimentation générale
- 688 Produits de la mer
- 176 Horticulture et décoration

EFFECTIFS EMPLOYÉS SUR LE MARCHÉ



- 3 317 Fruits et légumes
- 1 435 Produits carnés
- 1 506 Produits laitiers, produits traiteur, alimentation générale
- **834** Produits de la mer et d'eau douce
- 402 Horticulture et décoration
- 4198 Autres activités

NOMBRE D'ENTREPRISES SUR LE MARCHÉ



- 343 Fruits et légumes
- 78 Produits carnés
- 124 Produits laitiers, produits traiteur, alimentation générale
- 48 Produits de la mer et d'eau douce
- 138 Horticulture et décoration
- 469 Autres activités

CHIFFRE D'AFFAIRES DES AUTRES ACTIVITÉS SUR LE MARCHÉ

(En milions d'euros)



12/13 **+5,9%**

- **1528** Courtiers et sociétés d'import-export
- 817 Transports
- 394 Activités diverses et services
- 39 Producteurs
- 105 Accessoiristes
- 26 Restaurateurs

RÉPARTITION DES ARRIVAGES DE PRODUITS ALIMENTAIRES SUR LE MARCHÉ PHYSIQUE

(En %)



- 69 Fruits et légumes
- 17 Produits carnés
- 8 Produits laitiers, produits traiteur, alimentation générale
- 6 Produits de la mer et d'eau douce

TEMPS FORTS 2014

JANVIER ———

LE MARCHÉ INTERNATIONAL DE RUNGIS : UN MARCHÉ CONNU ET RECONNU

En janvier, les chiffres de la nouvelle étude notoriété et image du Marché de Rungis réalisée par TNS Sofres ont été dévoilés, confirmant la notoriété toujours forte du Marché auprès du Grand public avec 80% des personnes interrogées qui connaissent le Marché et 93% qui en ont une bonne image.

En janvier également, sortie du premier calendrier du Marché de Rungis. C'est Florence Levillain, grand prix Kodak, qui a réalisé les photos sur le thème des quatre saisons à Rungis.

MARS

POUR SES 45 ANS, LE MARCHÉ DE RUNGIS RESTAURE UN CHEF-D'ŒUVRE DU 19° SIÈCLE

À partir du 22 mars, l'immense toile de Léon Lhermitte « Les Halles », restaurée en 2013 grâce au mécénat du Marché de Rungis, a été dévoilée au public. L'œuvre roulée en réserve depuis plus de 70 ans a retrouvé le Petit Palais, à son emplacement initial, dans la galerie zénithale des grands formats consacrée à l'art français du XIX° siècle.

Mars, c'est également le lancement de l'édition 2014 du Macaron Rungis, avec cette année un kit cadeau offert aux acheteurs comprenant des affiches sectorisées, des tabliers et des ramasse-monnaie Rungis.

Enfin, le 26 mars, le Marché de Rungis participait au 22° salon de la restauration collective en gestion directe.



— FÉVRIER —

LE MARCHÉ PRÉSENT AU **SALON DE L'AGRICULTURE**

Le 25 février, à l'initiative du club de la table française, le Marché a fourni une grande partie des produits du dîner de gala célébrant l'influence méditerranéenne dans la cuisine française.

Le 27 février, dans le ring bovin du hall 3 du Salon de l'Agriculture, a été organisé par le ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt, en partenariat avec le Marché de Rungis, un grand dîner en présence de nombreuses personnalités.

AVRIL

UNE **NOUVELLE APPLICATION** POUR LE MARCHÉ DE RUNGIS

En avril, le Marché de Rungis a continué son développement sur les supports mobiles en lançant la nouvelle version de son application «Rungis Mobile» désormais accessible sur les téléphones Androïd.

JUIN

FRUITS ET LÉGUMES À RUNGIS : UN BILAN CARBONE RICHE

D'ENSEIGNEMENTS

Les résultats de l'étude sur l'empreinte carbone du secteur des fruits et légumes de Rungis, confiée à la société CARBONE 4, ont été présentés le 18 juin en avant-première aux professionnels de ce secteur.

Du 3 au 5 juin, le Marché de Rungis et le groupe Géraud ont fait stand commun au salon de l'AMIF (association des maires de l'Île-de-France), l'occasion de rappeler aux élus locaux l'importance des Marchés de gros dans l'approvisionnement des marchés forains.

Fin juin, dans le cadre d'un stage du CERPET et du programme Rungis Éducation, 20 professeurs (hôtellerie, restauration, éco-gestion...) sont venus de toute la France pour participer à un «stage découverte» d'une semaine à Rungis.









INTRONISATION DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE GASTRONOME AMBASSADEUR DE RUNGIS

À l'occasion de la traditionnelle remise du muguet du 1er mai et dans le cadre du 45e anniversaire du Marché de Rungis, le président de la République, M. François Hollande, a été intronisé «Grand commandeur Honoris Causa» de la confrérie des Gastronomes Ambassadeurs de Rungis par Stéphane Layani, Président du Marché. La cérémonie a été suivie d'un buffet concocté par Guillaume Gomez, chef des cuisines de l'Élysée, avec les produits du Marché.

Le 21 mai ont eu lieu les épreuves qualificatives de la 2º édition du concours «MOF Fruitier Primeur» à l'Espace Rungis. Dans la matinée avaient été organisées dans les pavillons de vente fruits et légumes des dégustations et des animations par les anciens MOF 2011.

Du 16 au 25 mai, Rungis a été de nouveau partenaire de la grande Quinzaine des Marchés, évènement national faisant la promotion des marchés forains.

Le 27 mai, l'opération Tous au Restaurant a été lancée auprès des professionnels parisiens sur le Marché de Rungis : démonstrations culinaires et animations au cœur du secteur carné.

TEMPS FORTS 2014

JUILLET -

UNE NOUVELLE FLOTTE DE **VÉHICULES ÉLECTRIQUES RENAULT ZOÉ**

POUR LA SEMMARIS

Le 8 juillet 2014, en présence de Mme Carole Delga, Secrétaire d'État chargée du Commerce, de l'Artisanat, de la Consommation et de l'Économie sociale et solidaire et M. Christophe Najdovski, Adjoint chargé des transports de la Ville de Paris, a été inaugurée la nouvelle flotte de véhicules électriques Renault Zoé. Coup d'envoi d'un ambitieux programme dédié au déploiement du véhicule électrique sur le Marché de Rungis.

OCTOBRE —

8° ÉDITION DES ENTRETIENS DE RUNGIS : **QUEL AVENIR POUR LES MÉTIERS DU FRAIS?**

Le 13 octobre a eu lieu la 8° édition des Entretiens de Rungis sur le thème de l'emploi et de la formation dans le secteur du Frais. À cette occasion ont été présentés les résultats de l'étude sur l'empreinte économique du Marché de Rungis du cabinet Utopies, ainsi que ceux de l'étude du Cabinet Alixio sur l'emploi et la formation à Rungis.

Du 7 au 9 octobre, les associations du secteur horticulture et décoration se sont réunies pour organiser la 2° édition de Rungis Sensations. Au programme : décorations florales, jeux concours, promotions!

Également en octobre, du 19 au 23, le Marché de Rungis a été à l'initiative et fournisseur officiel du premier restaurant VIP du SIAL, le salon international de l'alimentaire.



Le 20 octobre, l'Espace Rungis a accueilli les épreuves qualificatives du concours MOF classe Fromagers. Du 23 au 27 octobre, sur le Salon Kidexpo, Rungis et le ministère de l'Agriculture ont appris aux enfants, à travers des ateliers culinaires, les recettes anti-gaspillage alimentaire.

Enfin en octobre, livraison du bâtiment G5d première phase du plan de rénovation du pôle de bureaux Paris Rungis International.

AOÛT

RUNGIS PARTENAIRE DU DÉJEUNER DES AMBASSADEURS

Le 30 août, à l'occasion de la Conférence annuelle des ambassadeurs français et étrangers, s'est tenu le déjeuner des Ambassadeurs dans les salons du Château de la Celle-Saint-Cloud, organisé par M. Laurent Fabius, ministre des Affaires Étrangères. Le Marché de Rungis était le fournisseur officiel de ce moment d'exception.

NOVEMBRE -

RESTO DES CHEFS BY RUNGIS AU SALON ÉQUIP'HOTEL

Du 16 au 20 novembre 2014, chaque jour un chef étoilé a relevé le challenge d'un déjeuner gastronomique pour 150 couverts avec les produits frais du Marché, au restaurant VIP du salon international de l'hôtellerie et de la restauration.

En novembre, les clients du Marché ont également pu découvrir les nouveaux locaux de RUNGIS ACCUEIL réaménagés dans le cadre du programme «Bienvenue à Rungis».

Enfin, l'accueil des usagers aux péages du Marché a également été amélioré avec l'installation de bornes multiservices (information et rechargement des cartes d'accès).

---- DÉCEMBRE -

VISITE DU MINISTRE DE L'ÉCONOMIE À RUNGIS!

En pleine effervescence des fêtes de fin d'année, M. Emmanuel Macron, ministre de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique, s'est rendu au Marché International de Rungis

Du 3 au 5 décembre, la SEMMARIS était présente au SIMI 2014, le plus grand rendez-vous d'affaires des professionnels de l'immobilier, sur le stand Paris

Enfin, comme chaque année, de nombreux médias ont parcouru le Marché à la découverte des produits festifs, dès mi-décembre.



OPÉRATION « RUNGIS DAYS » POUR LA FIN DES TRAVAUX DANS LES PAVILLONS FRUITS ET LÉGUMES

Organisées par S'FL, les 18 et 19 septembre, les animations RUNGIS DAYS avaient pour objectif de célébrer la fin des travaux de rénovation dans les pavillons fruits et légumes.

Le 19 septembre, le Marché de Rungis a été de nouveau partenaire de la Grande Tablée dans la cour du ministère de l'Agriculture à la veille des Journées Européennes du Patrimoine.

Enfin, du 23 au 25 septembre, le secteur traiteur a convié des Food Trucks dans le cadre des opérations liées à la fête de la gastronomie.

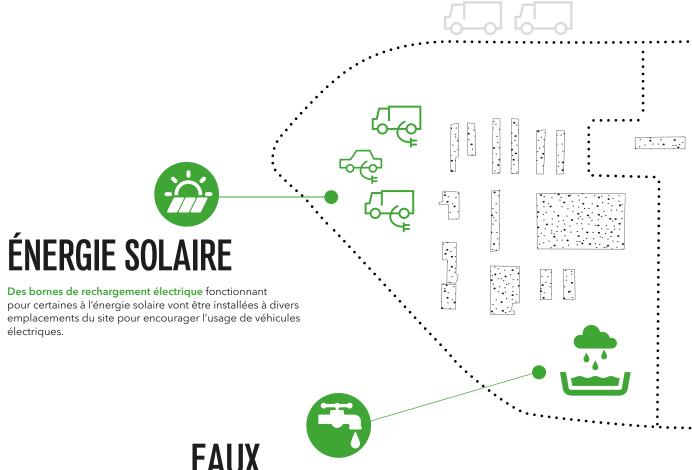






CONSTRUIRE LES TROIS PILIERS DE LA RSE

Fondé sur les trois piliers de la RSE (Responsabilité Sociale des Entreprises), le programme Rungis Green Business vise à combiner une offre responsable, le souci des hommes et des compétences, ainsi qu'un écosystème exemplaire.

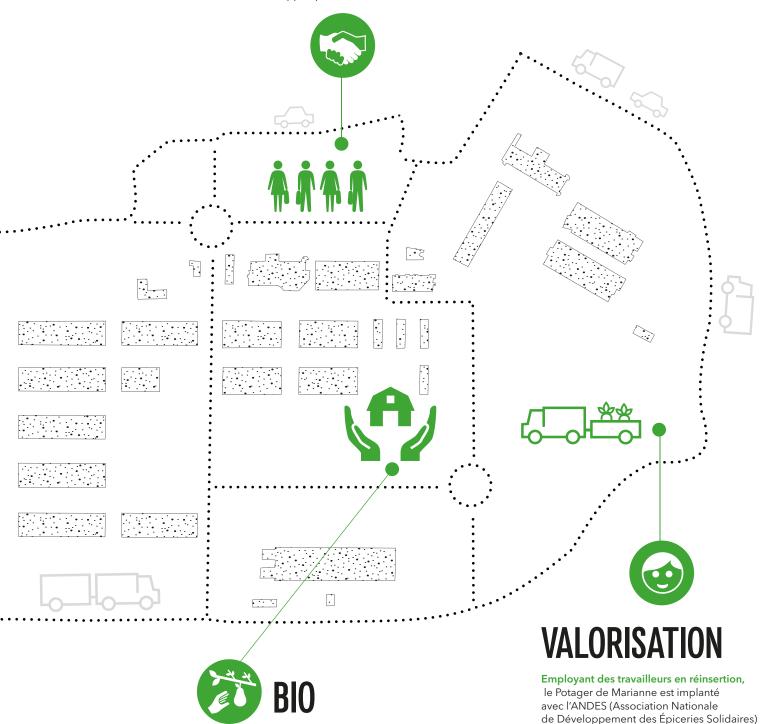


EAUX

Une station de pompage des eaux de nappe a été construite en 2014 et l'aménagement de deux zones de rétention des eaux de pluies a démarré. Objectif: réduire de 15% la consommation d'eau potable.

EMPLOI

Un premier «job dating» s'est tenu dans le hall de la tour administrative de Rungis. Il illustre la politique volontariste en faveur de la formation et de l'emploi développée par la SEMMARIS.



Le futur pavillon bio de Rungis sera naturellement conçu

pour être à la pointe des critères environnementaux. Avant la fin de l'année 2015, il symbolisera l'essor de l'offre biologique

sur le Marché.

sur Rungis pour redistribuer et valoriser

les produits invendus du Marché.

CONSTRUIRE

LES TROIS PILIERS DE LA RSE

nitié en 2013, le programme Rungis Green Business a été déployé en 2014. Dans le cadre d'un plan s'étalant jusqu'en 2016, il comporte une cinquantaine de projets dont la plupart sont structurants pour le Marché, à l'image de l'empreinte économique présentée lors des derniers Entretiens de Rungis.

UNE OFFRE RESPONSABLE

La SEMMARIS veille à encourager le déploiement sur le Marché d'une offre en produits labellisés, tous secteurs confondus. Outre cette promotion de gammes responsables, elle a réaffirmé l'engagement de Rungis dans la lutte contre le gaspillage alimentaire à l'occasion de la journée qui en faisait une cause nationale, le 16 octobre. La SEMMARIS avait déjà signé le pacte proposé par le gouvernement en 2013. Elle a confirmé son soutien à l'ANDES (Association Nationale de Développement des Épiceries Solidaires) dont le site «Le Potager de Marianne»







OFFRE. Produits labellisés et lutte contre le gaspillage participent au développement responsable du Marché.

aide à la réinsertion de travailleurs en difficulté tout en triant et reconditionnant des fruits et légumes, non commercialisables mais consommables, pour les réseaux d'aide alimentaire. Le récent logiciel Sésame dédié aux saisies a de surcroît permis d'identifier, chez les grossistes principalement, des capacités supplémentaires de dons à d'autres associations comme Disco Soupe ou Solaal.

HOMMES ET COMPÉTENCES

Mais Rungis Green Business s'inscrit dans une démarche plus globale de RSE. Ainsi en 2014, la SEMMARIS s'est souciée du développement des compétences nécessaires au Marché, en faisant la promotion de la formation durant les 8º Entretiens de Rungis qui se sont tenus le 13 octobre, avec la

présentation d'une étude sur les besoins du Marché. Le même jour était organisé le premier jobdating du Marché. Par ailleurs, la SEMMARIS a initié une politique de l'emploi en faveur des personnes handicapées. Enfin, une pépinière d'entreprises - Rungis & Co - sera installée en 2015.

ROUI FR ÉI FCTRIQUE

Sur le plan environnemental, la SEMMARIS s'est dotée cet été d'une nouvelle flotte de véhicules électriques : des Zoé Renault arborent désormais les couleurs de Rungis pour les déplacements des équipes sur le terrain. Pour sensibiliser tant ses opérateurs que ses visiteurs, la société exploitante du Marché se devait de montrer l'exemple. En outre, des bornes de rechargement ont commencé à être installées et un système d'autopartage, avec réservation sur Internet, est désormais proposé pour favoriser les déplacements sur les 234 hectares du site.

RÉDUIRE LES EMPREINTES

Cette action témoigne du souci de réduire l'empreinte carbone du site. Dans cet esprit, une étude sur la filière fruits et légumes et les opérateurs du Marché a été menée. Il en ressort une grande variabilité suivant les produits étudiés, de la pomme francilienne à la tomate sous serre, sachant qu'au final, le mode de déplacement choisi par le consommateur final représente potentiellement à lui seul près de la moitié de l'empreinte carbone.





BIODIVERSITÉ. Des refuges à insectes pour favoriser la pollinisation des fleurs

Alors que la politique de recyclage et de valorisation des déchets est désormais bien installée sur Rungis, la SEMMARIS s'est fixé pour objectif de réduire de 15% la consommation d'eau potable de Rungis d'ici à 2016. Pour cela, une station de pompage des eaux de nappe a été installée pour éviter le recours à l'eau potable pour les opérations de nettoiement et deux zones de rétention des eaux de pluies sont en cours d'aménagement. Enfin, pour préserver la biodiversité du site, six refuges à insectes auxiliaires, c'est-àdire bénéfiques à l'environnement, ont été implantés sur le site.

POURSUITE EN 2015

2015 sera d'ailleurs l'année de nombreuses autres concrétisations dans le cadre de Rungis Green Business. La création du pavillon bio en sera bien sûr l'illustration la plus visible. Outre la poursuite d'aménagements pour améliorer la qualité de vie au travail, les Trophées RGB vont être créés pour récompenser les initiatives des entre-





TRANSPORT. Une flotte de véhicules électriques

est en cours de constitution. avec l'installation de bornes de rechargement alimentées à l'énergie solaire.

SERVICES D'INTÉRÊT GÉNÉRAL

Avec la réalisation de projets immobiliers structurants pour l'avenir du Marché comme le pavillon bio, la rénovation des pavillons fruits et légumes et l'Allée de la Gastronomie, le pôle services d'intérêt général inscrit son action dans une démarche pro-active en concertation avec les acteurs du Marché. Par ailleurs la sécurité générale du Marché demeure une préoccupation permanente de la direction du Marché qui s'emploie à la maintenir à un haut niveau de vigilance et de réactivité pour le bien de tous les usagers.

n 2014, la rénovation, démarrée en 2013, de l'ensemble des huit pavillons dédiés aux fruits et légumes a été achevée grâce à un investissement de 9 millions d'euros. Menée en étroite concertation avec les entreprises du secteur, cette modernisation de grande ampleur a été conduite dans le respect du calendrier et du budget. Outre l'intérieur des bâtiments (peintures, sols, lumières...), elle a permis de nombreuses améliorations extérieures (sécurisation par ralentisseurs, amélioration des éclairages, parties piétonnes, abris pour les deux-roues...).

C'est dans ce même esprit qu'est entreprise la modernisation des pavillons du secteur des produits laitiers et traiteur. Avec l'appui notamment du nouveau syndicat de l'Union des Professionnels du Secteur Traiteur, le projet prévoit la rénovation des façades des bâtiments E4, E5 et FE4, ainsi que la fermeture d'allées commerciales intérieures, permettant un gain de place rendu possible par l'ouverture des locaux vers l'extérieur. Un concours architectural, réunissant un jury de professionnels et d'architectes de renom, dont Christian de Portzamparc, a permis de retenir un projet auquel la SEMMARIS consacrera près de 2 millions d'euros durant l'année 2015.

L'ALLÉE DE LA GASTRONOMIE FAIT SON CHEMIN

Ainsi se poursuivra l'élaboration de l'Allée de la Gastronomie, inaugurée avec le nouveau bâtiment F5C en 2013. Pour cela, les avenues de Lorraine et de Bretagne, ainsi que le rond-point des Flandres ont été modifiés, permettant au passage la création d'un parking de plus de 120 places et l'aménagement de passages piétons et d'espaces végétalisés. Des



L'ALLÉE DE LA GASTRONOMIE

se prolonge. Le projet architectural retenu pour la rénovation des façades des pavillons laitiers et traiteur.



CONSACRÉS À LA MODERNISATION

du Marché par la SEMMARIS en 2014.



OU SUCCÈS DE
LA RÉNOVATION DU
SECTEUR DES FRUITS
ET LÉGUMES, TOUS
NOS PROJETS
DE RÉALISATIONS
IMMOBILIÈRES SONT
CONÇUS À PARTIR
DE L'EXPRESSION
DES BESOINS
DES OPÉRATEURS
DU MARCHÉ. **



DOMINIQUE BATANIDirecteur du Marché

travaux ont accompagné la préparation du futur pavillon D6 bio, nécessitant le déplacement de certains opérateurs pour démarrer la viabilisation du terrain. La construction sera réalisée en 2015, avec un investissement de 8,5 millions d'euros pour un bâtiment de 5 700 mètres carrés qui ouvrira ses portes au mois de décembre.

À moyen terme, la restructuration du sous-secteur porc a pris forme. La consultation des diverses parties prenantes a abouti à la proposition de constituer un pavillon à part entière dont le projet sera finalisé en 2015 pour s'intégrer dans le cadre de la réorganisation globale du secteur des produits carnés. Le nouvel espace dédié à la viande porcine parachèvera en effet la refonte globale de ce secteur à Rungis. D'autant qu'en 2014 a été réalisée l'extension du pavillon de la triperie, pour 1,9 million d'euros, augmentant de 1 500 mètres carrés la surface du bâtiment V1T au profit de quatre opérateurs, mais dont l'ensemble du sous-secteur a pu bénéficier.

LE PAYSAGE DE RUNGIS VA S'EMBELLIR

La SEMMARIS a désigné un cabinet d'architecture paysagiste pour redéfinir l'ensemble de la stratégie de végétalisation et de traitement des espaces verts du Marché de Rungis. Objectif : donner une apparence moins industrielle au site et améliorer la qualité de vie de ceux qui y travaillent. Déjà, une coulée verte a été initiée sur l'un des axes principaux et sera prolongée durant l'année 2015.



UNE RÉFLEXION PERMANENTE SUR LES SECTEURS

Le secteur de l'horticulture est en passe d'entrer dans une démarche analogue. Plusieurs programmes sont à l'étude pour envisager l'avenir des opérateurs en plantes et en fleurs coupées. D'ores et déjà a été initiée l'étape préalable qui consiste à faire entrer dans le bâtiment C1 les producteurs en plantes situés à l'extérieur du pavillon. S'ouvre donc une phase de transition pour ce bâtiment – avec une animation renforcée de ce fait – en attendant qu'en 2015 soit décidée une configuration définitive pour le secteur.

Cette réflexion permanente de la SEMMARIS sur l'avenir de ses différents secteurs s'accompagne d'une politique de mise aux normes des zones du site affectées aux bureaux. En 2014, un bâtiment, le G5d, a déjà été intégralement modernisé grâce à un investissement de 1,5 million d'euros. Deux autres le seront en 2015 et encore deux autres l'année suivante. Ces travaux s'intègrent dans le cadre de la création d'un secteur qui leur est destiné, au même titre que ceux voués aux catégories de produits. En 2014, le secteur PRI, pour Paris Rungis International, a été complètement opérationnel, doté d'une équipe à part entière qui permet de garantir un service complet aux opérateurs concernés.

Côté équipements, une station de pompage d'une capacité de 16 000 mètres cubes a été construite

pour récupérer des eaux de drainage qui seront affectées au nettoyage des chaussées ainsi qu'à l'arrosage de plantations végétalisées. Par ailleurs, une nouvelle centrale de production de saumure a été installée, garantissant un fonctionnement optimal des opérations de déneigement de la voirie.

RENFORCER LA SÉCURITÉ

En outre, désigné comme Organisme d'Importance Vitale par l'État en 2011, le Marché de Rungis a fait l'objet d'une cartographie de tous les risques que son activité peut présenter en 2014. Cette dernière permet la mise en place de procédures de crise harmonisées et hiérarchisées qui aboutira en 2015 sur la définition d'un Plan Particulier de Protection (PPP).

Déjà, le site peut se féliciter de n'avoir connu aucun incident majeur en 2014. Un dispositif de vidéo-



sur le Marché en 2014 : 12% traités en biodéchets, 62% en valorisation thermique et 26% en recyclage.



UNE VOIRIE SURVEILLÉE AU PLUS PRÈS

Un diagnostic de l'état des chaussées du Marché de Rungis a été établi en 2014 pour définir un plan à cinq ans de leur renouvellement. Cela représente 70 kilomètres de voirie, parcourus par près de sept millions de véhicules chaque année. L'audit a été mené avec des engins très sophistiqués équipés de matériels d'enregistrement et de mesure pour classifier ces voies.

surveillance est sans cesse amélioré et développé, par exemple à la faveur de la rénovation des bâtiments fruits et légumes, et compte à ce jour plus de 240 caméras, sans compter les moyens développés par les opérateurs eux-mêmes. Exemple de résultat : les faits délictueux ont diminué de moitié en dix ans à Rungis.

De même, la création du service de Prévention et Sécurité Incendie (SPSI) a été finalisée, permettant de dégager des synergies entre prévisions des risques et interventions. Sachant que, traditionnellement, l'incendie constituait une des principales menaces pour le Marché.

CRÉER UNE DYNAMIQUE DES MÉTIERS

Enfin, les services d'intérêt général du Marché intègrent également la direction des ressources humaines. Outre ses propres missions qui lui sont dévolues dans ce domaine (recrutement, gestion RH et le lancement d'une politique d'accueil des personnes en situation de handicap), la SEMMARIS veille à favoriser une politique de l'emploi dynamique sur le Marché.

PLACES DE PARKING SUPPLÉMENTAIRES créées en 2014.

Le même jour que les Entretiens de Rungis 2014 dédiés à «l'avenir des métiers du frais», un jobdating, organisé avec Orly International, a permis à 53 entreprises de Rungis de mener plus de 300 entretiens avec des personnes dont le profil avait été présélectionné. Fidèle à sa mission d'animation du Marché, la SEMMARIS fédère ainsi les nombreux besoins humains auxquels sont confrontés les opérateurs du Marché, tout en œuvrant à une dynamique des mé-

tiers et de la formation.

LES PRINCIPAUX TRAVAUX

menés en 2014. L'ensemble du site du Marché de Rungis a fait l'objet d'importantes rénovations.



AFFAIRESPUBLIQUES

Le Pôle Affaires publiques de la SEMMARIS couvre l'ensemble des relations extérieures du Marché ainsi que les affaires publiques et juridiques. Avec la cellule d'ingénierie Rungis Consultant, il diffuse l'expertise de Rungis à l'international.

l'international, la SEMMARIS a réalisé la sortie définitive de la joint-venture constituée avec SZAP. Outre des relations préservées avec les autorités chinoises, l'entreprise a pu récupérer la majeure partie de son investissement, obtenir la levée d'une clause d'exclusivité ainsi que la non-utilisation de la marque Rungis par son ancien partenaire. De sorte que la coopération puisse reprendre ultérieurement sous de nouvelles formes, d'autant que les projets de développement engagés pourraient ouvrir la voie à de nouvelles opportunités en Chine.

D'ailleurs, pour favoriser les projets de la SEMMARIS à l'international, les statuts de la société sont en voie d'être modifiés. Ces développements constituent en effet un relais de croissance pour l'entreprise, partant de son expertise en matière de conseil, via Rungis Consultant, mais pouvant s'élargir à d'autres prestations de service. Dans ce cadre, l'accord signé en 2013 avec S-Fruit Alliance a permis en 2014 la conception d'un projet de marché de gros à Saint-Pétersbourg, et vise à terme l'élaboration d'un réseau d'une douzaine de marchés de gros en Russie.

Des coopérations de ce type sont également à l'étude au Brésil où la SEMMARIS s'est rendue en 2014 pour rencontrer les dirigeants des principaux marchés. Ces derniers présentent la particularité d'allier marché de gros et vente au détail pour remplir le rôle social qui leur est dévolu. De ce fait, ils nécessitent des efforts accrus en matière d'hygiène et de sécurité. Parallèlement, des discussions ont été entamées avec la Côte d'Ivoire qui cherche à améliorer sa sécurité alimentaire intérieure, en fluidifiant les flux de matières premières depuis le port d'Abidjan.

LES ENJEUX DU TERRITOIRE

Mais l'expertise de Rungis Consultant ne s'applique pas qu'en dehors des frontières de l'Hexagone. Des coopérations sont envisagées avec des marchés de gros en régions où de grandes agglomérations étudient la pérennisation de leurs infrastructures. Et le site de Rungis est lui-même objet de réflexions, à l'image de l'étude lancée en 2014, en partenariat avec le Cervia (Centre Régional de Valorisation et d'Innovation Agricole et Alimentaire) et la Driaaf (Direction Régionale et interdépartementale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt), sur le carreau des producteurs en fruits et légumes. Cette installation sur le Marché dédiée aux cultivateurs d'Île-de-France peut notamment permettre



L'échéance officiellement définie pour la

PROLONGATION DE LA LIGNE DE MÉTRO passant par le Marché.



66 L'EXEMPLARITÉ
DU SITE DE RUNGIS
NOUS PERMET
DE DÉPLOYER
NOTRE EXPERTISE,
NOTAMMENT SUR
DES RELAIS
DE CROISSANCE
À L'INTERNATIONAL. ""



FRANCIS LEFÈVRESecrétaire général de la SEMMARIS

d'envisager de développer des moyens mutualisés pour, à la fois, mieux servir les besoins de la consommation de la région dans le cadre d'une demande accrue de produits de proximité, et répondre à une demande à l'exportation.

Car la direction des affaires publiques de la SEMMARIS est naturellement impliquée dans les dossiers économiques et institutionnels qui revêtent une importance pour le Marché. C'est bien sûr le cas du terminal ferroviaire de Rungis, qui nécessite le maintien des deux lignes existantes avec le sud de la France et dont la pérennisation pourrait passer par la création de nouvelles liaisons, notamment avec les ports maritimes. C'est aussi le cas du projet de station de métro résultant du prolongement de la ligne 14. L'échéance a été officiellement fixée à 2024, permettant d'envisager les travaux nécessaires à l'implantation d'une station en souterrain à proximité de la porte de Thiais, avec un double accès donnant sur le Marché d'une part, et sur la future cité de la gastronomie, d'autre part.

MARQUE ET MUTUALISATION À L'EXPORT

Autre chantier démarré en 2013, la politique de défense et de valorisation juridique de la marque Rungis a été poursuivie. Une surveillance en propriété industrielle a été mise en place. Outre la protection de la marque, une stratégie de valorisation est également en cours de déploiement. Un accord de coexistence avec la municipalité de Rungis a été rédigé pour lui donner un cadre juridique stable. En 2015, un projet de marque collective réservée aux seuls opérateurs de Rungis sera mis à l'étude.

Enfin, la SEMMARIS travaille sur un programme de mutualisation à l'export qui permettrait à des groupes d'entreprises de viser des marchés cibles : à l'image de ce qui a pu être réalisé par le passé avec le groupement d'employeurs, un pilote devrait être prochainement testé, pour pouvoir être ensuite reproduit.



UNE VEILLE PERMANENTE EN PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

Pour défendre la marque Rungis d'éventuelles contrefaçons, les dépôts de marques et de noms de domaine sont désormais surveillés en permanence, et ce au niveau mondial. En 2014, cette observation a donné lieu à une trentaine d'actions, de la simple mise en garde à la mise en demeure, avec un traitement différencié suivant les utilisateurs. Car la notoriété de Rungis fait des envieux, tentés parfois d'en détourner les atouts à leur profit.

DÉVELOPPEMENT

Pilotant trois directions complémentaires, le pôle développement de la SEMMARIS a non seulement pour missions d'animer et de promouvoir le Marché d'aujourd'hui, mais aussi de préparer celui de demain. Veillant tant à la fréquentation du site qu'au renouvellement de ses opérateurs, il combine innovation et accueil client, marketing et communication, aménagement et commercialisation du site.

ne grande diversité de missions qui visent à atteindre le même objectif : offrir aux opérateurs une palette de services adaptée à leurs besoins et à l'évolution de leurs métiers, favoriser le développement de leurs activités et préparer l'avenir du Marché.

Début 2014, la direction marketing et communication a confié, pour la quatrième fois, un baromètre à TNS Sofres visant à réévaluer l'image et la notoriété de Rungis auprès du grand public. Premier enseignement : pour 80% des 1 002 personnes sondées, Rungis est associé au Marché, et plus précisément aux produits frais qu'il commercialise, viandes ainsi que fruits et légumes en tête. Deuxième enseignement : le Marché de Rungis inspire confiance à 87% des personnes (93% chez les Franciliens), un score très supérieur à celui d'autres acteurs de l'univers alimentaire (industrie, distribution...). Au final, l'image de Rungis est bonne chez 93% des Français interrogés, et même très bonne pour près d'un tiers d'entre eux.

UNE MARQUE FORTE ET PRÉSENTE

Forte de tels résultats, la SEMMARIS se devait d'amplifier ses efforts pour nourrir le capital de la marque «Rungis». D'autant qu'elle célébrait en 2014 le 45e anniversaire du transfert des Halles à Rungis. À cette occasion, une toile monumentale de Léon Lhermitte, «les Halles», a retrouvé sa place au Petit Palais après avoir été restaurée grâce au soutien du Marché.

La présence de Rungis a été également démultipliée sur des manifestations tant grand public que professionnelles : participation à Kidexpo sur le stand du ministère de l'Agriculture en octobre ainsi qu'au Sial, le salon mondial de l'agroalimentaire dont Rungis a



C'est la proportion de FRANÇAIS QUI ONT UNE BONNE IMAGE DE RUNGIS

selon notre baromètre TNS Sofres.

approvisionné le restaurant VIP; partenariat avec la Semaine du Goût, toujours en octobre, puis avec Equip'hôtel au mois de novembre... En outre, la SEMMARIS a renouvelé son soutien à la Quinzaine des Marchés de détail en mai, inauguré un partenariat avec le Printemps de l'optimisme ce même mois et soutenu les sélections des MOF fromages et fruits et légumes organisées sur le MIN.

Mais désormais, la visibilité de Rungis se joue également sur la toile, d'où une stratégie digitale volontaire de la SEMMARIS. Ainsi, pour les fêtes de fin d'année, le réseau Facebook a été dopé via une campagne de publicité assortie d'un quiz, lui permettant de compter près de 25 000 fans assidus à sa page d'information. De même, la chaîne Youtube du Marché compte une cinquantaine de vidéos dont l'audience augmente régulièrement. Sans compter la digitalisation de Rungis Actualités, la création d'un mini-site pour la commercialisation du pavillon bio, le développement d'un site web myrungis.com dédié aux clients du Marché souhaitant recharger en ligne leurs cartes d'accès, l'application Rungis Verif permettant aux opérateurs de vérifier la validité des cartes de leurs acheteurs... Ou encore la nouvelle version de l'application Rungis Mobile, désormais déclinée sous Androïd, pour faciliter la venue et les déplacements sur le Marché.

CE SONT LE BESOIN
CLIENT, L'ANALYSE
FINE DES
ENVIRONNEMENTS ET
NOTRE PROXIMITÉ
AVEC LES OPÉRATEURS
DU MARCHÉ QUI
CONSTITUENT LA
BASE DE NOTRE
POLITIQUE
MARKETING ET DE
NOTRE STRATÉGIE
D'INNOVATION. ""



DAVID BOURGANEL Directeur du Développement

L'ACCUEIL AU CŒUR DE L'INNOVATION

Car c'est bien le souci du client – qu'il soit opérateur ou acheteur – qui constitue un axe principal de développement pour la SEMMARIS. C'est pourquoi la direction de l'innovation, créée au sein du pôle en 2013, intègre le service Rungis Accueil, afin notamment de créer un lien fort entre relation client et nouvelles technologies. Dans le cadre du programme «Bienvenue à Rungis», l'accueil des clients aux péages a été formalisé et des bornes multiservices ont été installées. De même, les locaux de Rungis Accueil ont été réaménagés tandis que son standard téléphonique a été réorganisé.

Outre Rungis Accueil, la direction de l'innovation a naturellement la charge de la conduite des nouveaux projets, en phase avec les objectifs que s'est fixés la SEMMARIS dans son programme «relais de croissance». Un book d'une cinquantaine d'innovations a été constitué et de nombreux projets sont en cours d'étude voire déjà mis en œuvre.

LA FRÉQUENTATION DE RUNGIS SE MAINTIENT

En 2014, 1 229 040 passages ont été effectués par les acheteurs sur le Marché, soit une progression de +0,78 % par rapport à 2013. Une performance notable dans un contexte économique tendu et avec des modes d'achat de plus en plus dématérialisés.





C'EST LE NOMBRE DE PROJETS FINALISÉS À 100%

par la direction de l'innovation en 2014.

DE NOMBREUX PROJETS EN COURS

Le plus emblématique est sans doute celui de Rungis & Co, une pépinière d'entreprises qui va être installée en 2015 pour servir d'incubateur à de jeunes entreprises porteuses d'un projet innovant dans les domaines de l'agroalimentaire, de la gastronomie, de la logistique, du numérique ou encore plus largement de la prestation de services.

On retiendra également pour cette année le développement de l'autopartage, l'installation de la fibre à très haut débit, ou encore le lancement d'études de faisabilité sur des sujets tels que les plateformes de commerce en ligne ou encore les entrepôts de logistique urbaine.

PRÉPARER LE MARCHÉ DE DEMAIN

Et c'est encore de relation client qu'il s'agit avec la direction du patrimoine, intégrée au pôle développement également en 2013, qui assure l'accompagnement commercial des opérateurs – actifs et prospects – ainsi que la politique d'aménagement du site de Rungis. Deux axes très complémentaires, tant la seconde veille à satisfaire les enjeux du premier. À ce titre, pas moins de 412 affaires ont été traitées par le service commercial en 2014, portant sur près de 211 340 mètres carrés.

L'organisation et le bon fonctionnement du Marché de Rungis supposent également une projection à long terme. C'est la mission du service études et perspectives d'aménagement qui gère de nombreux dossiers très variés. À commencer par celui du prolongement de la ligne 14 du métro parisien, qui a permis la création d'une station «MIN - porte de Thiais» à l'entrée du Marché. Sans oublier bien sûr les réflexions menées sur l'évolution des différents secteurs d'activité : des études sont en cours pour entre autres préparer la restructuration des secteurs porc, produits laitiers et traiteur, ou encore plantes et fleurs. Ainsi se prépare le visage de Rungis pour les trente ans à venir, une échelle de temps nécessaire pour pérenniser les investissements, tant de la SEMMARIS que des opérateurs du Marché.





LA FUTURE PÉPINIÈRE RUNGIS & CO

Accueillant des start-up dès 2015, Rungis & Co sera gérée par la CCI Paris Île-de-France qui accompagnera les futurs entrepreneurs. Pour sa part, la SEMMARIS participera à la sélection et prendra en charge l'installation de la trentaine d'entreprises visée à terme.

D'UNE TOILE HISTORIQUE...

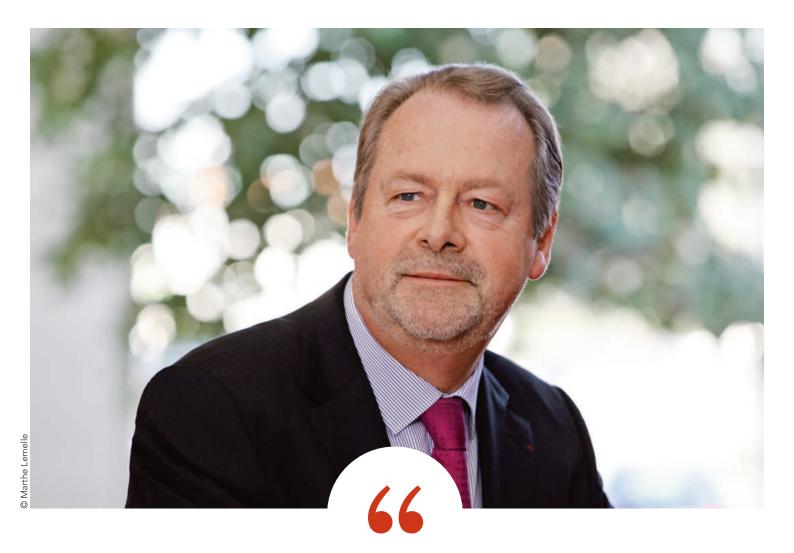
Après quatre mois de restauration soutenue par le Marché de Rungis, le tableau de Léon Lhermitte, illustrant l'approvisionnement des Halles en 1889, a rejoint la galerie zénithale des grands formats du Petit Palais.











ON PEUT TOUT TROUVER À RUNGIS, C'EST SA RICHESSE"

QUEL BILAN TIREZ-VOUS DE L'EXERCICE 2014?

2014 n'a peut-être pas été une année mémorable, mais nos résultats sont restés satisfaisants. Il est remarquable que, dans un contexte économique difficile, nos entreprises aient démontré leur capacité à garder le cap.

ET PLUS PRÉCISÉMENT SUIVANT LES SECTEURS?

En fruits et légumes, les prix moyens assez bas ont pénalisé les chiffres d'affaires mais ils ont été corrigés par des volumes soutenus. Désormais, notre outil nous offre des perspectives encourageantes car la rénovation des bâtiments lui a donné un vrai coup de jeune, le plaçant en adéquation avec l'image positive du secteur et le rendant très fonctionnel pour nos opérations.

En horticulture et décoration, nous observons une

double tendance. Les fleurs et les plantes en pot rencontrent quelques difficultés, mais la décoration continue de progresser. Et le grand projet de restructurer le secteur devrait apporter un nouveau souffle aux opérateurs. Il permettra un ajustement des surfaces de vente et rendra l'offre plus lisible pour les acheteurs.

En viandes, le secteur est parvenu à préserver l'activité du pavillon V1P malgré la défaillance malheureuse d'une entreprise. De plus, le bœuf a maintenu ses volumes grâce à une bonne réaction des grossistes face à l'évolution de leur marché. Ainsi, sur le long terme, la viande en caisse progresse parce qu'elle répond aux besoins des clients en produits semi-préparés. Le secteur montre aussi son dynamisme au travers d'actions de mise en avant de la qualité, notamment avec la Fédération nationale de la boucherie de détail ainsi qu'avec l'école Ducasse.

66 LE MARCHÉ
PHYSIQUE RESTE
LE FONDEMENT
DE LA LÉGITIMITÉ
DE RUNGIS,
NOS VISITEURS
ÉTRANGERS NOUS
LE RAPPELLENT
QUOTIDIENNEMENT. **

CHRISTIAN PÉPINEAU

Président d'Unigros

Reste la réorganisation du porc qui sera le vrai sujet de l'année à venir.

Les produits laitiers bénéficient de l'essor des produits traiteur qui les jouxtent et ne pourront que profiter également de leur projet de rénovation. Aujourd'hui, ce secteur de Rungis reste le lieu incontournable des spécialités de terroir – montagne, chèvre...

QUELLE VISION PORTEZ-VOUS SUR VOS DÉBOUCHÉS COMMERCIAUX ?

Bien que dynamiques, les détaillants spécialisés doivent s'adapter à l'évolution du paysage des centres-ville où la grande distribution se réimplante avec des formats de proximité. Mais c'est bien le signe que les consommateurs sont à nouveau attirés par le plaisir des courses, et ce au côté des achats de nécessité pour lesquels ils se tournent vers la livraison ou le drive. Quant à la restauration, je veux espérer que ses difficultés actuelles sont plus d'ordre conjoncturel que structurel.

COMMENT S'INSCRIT L'ESSOR DES SERVICES LOGISTIQUES DANS L'ACTIVITÉ DES GROSSISTES ?

La logistique du dernier kilomètre est le grand enjeu des prochaines années. La prestation de service pour se rapprocher du consommateur final va coûter de plus en plus cher. La compétitivité se fera certes sur l'offre, mais également sur la capacité à optimiser ce dernier kilomètre. Il nous faut anticiper les réformes d'accès et de circulation dans les villes : notre rôle

n'est pas d'attendre de nouvelles règles mais de contribuer à leur élaboration. Toutefois, le marché physique reste le fondement de la légitimité de Rungis, nos visiteurs étrangers nous le rappellent quotidiennement.

COMMENT RÉSUMERIEZ-VOUS LA FORCE DE RUNGIS ?

C'est d'abord de pouvoir présenter une offre globale. On peut tout trouver à Rungis, ou presque, et c'est sa richesse. Nous pourrions encore améliorer cette offre, en épicerie par exemple, pour compléter nos gammes de produits frais. La belle réussite des produits traiteur le prouve, comme la diversification de l'horticulture dans la décoration. En étoffant l'offre du Marché, on le rend plus attrayant pour des clients qui veulent aller un peu au-delà de nos fondamentaux. C'est d'ailleurs l'origine du Marché de Rungis qui, contrairement à d'autres dans le monde, a choisi de concentrer toute l'offre alimentaire sur un même lieu, plutôt que de la segmenter.

QUELS SONT LES APPORTS DES GROSSISTES AU MARCHÉ ALIMENTAIRE ?

La première mission du grossiste est d'ajuster l'offre à la demande, tant quantitativement que qualitativement. Comme spécialiste du produit, il maîtrise le sourcing, assure le suivi tout au long de la chaîne de commercialisation, mais joue également un rôle moteur dans l'innovation. En effet, la grande distribution n'est pas prête à se risquer dans l'expérimentation. Comme pour la quatrième gamme par exemple, ce sont les grossistes qui testent souvent les premières initiatives. Bref, ils encouragent la richesse de l'offre avec une largeur et une profondeur de gamme qu'eux seuls savent gérer. Et cette richesse leur permet de répondre à la pluralité de leurs clientèles.

VOTRE MESSAGE POUR L'AVENIR?

Si nous sommes capables de passer ces années un peu plus difficiles en continuant à améliorer notre outil, comme cela est en cours, nous serons vraiment armés pour pouvoir, en sortie de crise, poursuivre le développement du Marché.

L'ANNÉE DES ENTREPRISES

Chaque année, de nouvelles entreprises s'installent à Rungis tandis que d'autres se développent de façon notable sur le Marché. Certaines préfigurent une modernisation de son activité; d'autres confortent son expertise historique; quelques-unes, enfin, contribuent à la vie même du site.

pcycle s'est ainsi installée sur 150 mètres carrés dans le sous-sol du bâtiment E3. Venue de la vallée de Chevreuse, cette ferme urbaine est une entreprise d'insertion comptant quatre salariés qui cultive des pleurotes sur du marc de café collecté auprès de la distribution automatique. Fondée sur l'économie solidaire et sur l'économie circulaire, l'entreprise s'est ainsi rapprochée de ses clients, tout en proposant au grand public une boîte à champignons proposée sous forme de kit.

NOUVEAUX ARRIVANTS

Toujours dans le domaine des champignons, **Champur** est arrivée sur Rungis dans le bâtiment E4. Spécialisée tant dans les champignons de couche que dans les champignons sylvestres, elle s'est dotée d'un magasin de 90 mètres carrés, avec en plus un stockage en sous-sol et des bureaux en étage pour vendre des produits dont la qualité est garantie par des délais courts.

Autre arrivante, **Provia** s'est destinée à la distribution de viandes pour les professionnels : restauration, collectivités, boucheries... Pour mieux les servir, elle complète son offre avec des fruits et légumes ainsi que des produits bio. Implantée dans des bureaux de la rue du Séminaire, elle a également opté pour la formule de mini-entrepôts proposés par la SEMMARIS depuis 2013 pour s'assurer d'un stock tampon.

La marée de Rungis a également accueilli un nouvel opérateur avec **Au bon port Rungis**. Après avoir commencé de la même manière dans la boucherie, ses propriétaires regroupent sept poissonneries en région parisienne. En s'implantant sur le Marché, l'entreprise cherche à mieux organiser leur approvisionnement, tout en profitant de ses liens directs avec l'amont de la filière, notamment en Afrique, pour s'y développer dans le commerce de gros.

Secteur plus nouveau à Rungis, mais en fort développement : les boissons. **Bistrocash Rungis** est une franchise d'une enseigne de « cash and carry » spécialisée dans ce domaine en région parisienne. Une surface de 300 mètres carrés a été entièrement rénovée dans le bâtiment E4 pour créer un magasin qualitatif, proposant une large gamme : spiritueux, bières en fût, eaux, soft-drinks... Un emplacement bien choisi puisqu'il donnera sur l'Allée de la Gastronomie, dont le tracé est en cours d'élaboration.



LE NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS EN 2014

par le service commercial de la SEMMARIS.





SOLIDAIRE ET CIRCULAIRE

Upcycle développe une nouvelle approche du champignon visant à faire fonctionner la ville comme un écosystème.

REGROUPEMENTS

Au-delà des nouveaux arrivants, d'autres développements sur Rungis sont le fait de reprises d'entreprises. Ainsi Renaud Distribution a acquis Mat-Flor dans le secteur horticulture et décoration. Elle a pu de cette manière renforcer sa présence sur le Marché en concentrant sa présence sur le point de vente repris rue des Pépinières. Proposant une très large gamme d'articles de décoration – plus de 30 000 références –, l'entreprise complète son dispositif national où elle comptait déjà 24 établissements.

De manière comparable, **Delanchy Transport** a amplifié sa présence à Rungis en intégrant les Transports Fargier. D'abord spécialisé dans les produits de la mer, le groupe avait étendu ses compétences à l'ensemble des produits frais en se dotant de près d'une quarantaine d'agences dans l'Hexagone, dont une, déjà, à Rungis. Elle a ainsi dopé ses capacités de livraison sur la région parisienne, ainsi que profité de l'antenne installée par Fargier à Roissy pour l'importation.

SERVICES

Par ailleurs, le Marché de Rungis, c'est également tout un réseau d'entreprises au service du fonctionnement même du site. Il a ainsi accueilli en 2014 Chrono-Intérim, une entreprise spécialisée dans le personnel d'intérim dédié au transport et à la logistique. Elle propose aux opérateurs des effectifs d'appoint en matière de conduite de poids lourds, de préparation de commandes, de manutention.

Le fonctionnement du site de Rungis, c'est aussi la restauration de tous ceux qui y travaillent. Un nouveau restaurant, Le Veau qui tête, a été inauguré au pavillon de la triperie : il propose, naturellement, des produits tripiers élaborés par un chef passé par les plus grandes maisons. De même, O'Concept a permis la renaissance d'un restaurant fermé en 2013 au quai de Lorient. Il combine restauration rapide pour offrir des prix accessibles à des produits de qualité, en formules sur place ou à emporter.

Toujours dans le domaine de la restauration, mais cette fois vers l'extérieur du Marché, Rungis Réception qui exploitait déjà l'Espace Rungis s'est dotée de nouveaux locaux pour associer à son atelier de traiteur un espace de dégustation et des capacités de stockage de matériel fortement développées.

DÉMÉNAGEMENTS

Enfin, la construction du futur pavillon bio a nécessité le déménagement de quelques entreprises. Parmi elles, **Bruel**, spécialisée dans les fromages régionaux, d'Auvergne avant tout, a pu doubler sa surface à 310 mètres carrés en s'installant dans le bâtiment E6a. De même, **CNER** (Conseil et Négoce Européen en Restauration) a transféré ses activités dans le bâtiment E5 où elle occupe 1 000 mètres carrés qui lui ont permis notamment d'améliorer ses opérations logistiques et de s'ouvrir à la vente physique.



ATTRACTIF ET MODERNE

Anticipant l'Allée de la Gastronomie, Bistrocash Rungis propose une très large gamme de boissons dans un point de vente moderne.

LES FRUITS ET LEGUMES



Grâce à une abondance de l'offre, les arrivages de fruits et légumes ont franchi allégrement la barre du million de tonnes sur le marché physique en 2014. La plupart des catégories en ont bénéficié. Un climat propice au bon fonctionnement des huit pavillons du secteur dont la rénovation a été saluée.

343 ENTREPRISES

- 203 grossistes
- 73 courtiers et sociétés d'import-export
- 67 producteurs

3 105 607 KE

CHIFFRE D'AFFAIRES 2013

3 317 EMPLOYÉS

- 3 010 chez les grossistes
- 240 chez les courtiers et sociétés d'import-export
- 67 chez les producteurs

86 %GROSSISTES
C.A. 2013: 2 751 661 K€

13%

COURTIERS ET SOCIÉTÉS IMPORT - EXPORT

C.A. 2013 : 414 526 K€



PRODUCTEURS C.A. 2013: 19 500 K€



A DDIVA OFO		
ARRIVAGES	en tonnes	13/14
Fruits et légumes	1 109 016	+14,4%
Légumes	443 606	+10,1%
Fruits	665 409	+17,5%



LA CONSOMMATION DE FRUITS EST REPARTIE

Les ménages français ont augmenté leurs

achats de fruits frais de 2,4% en 2014, selon le panel Kantar. Grâce à des prix en baisse de 4,13%, l'année s'est donc établie à un excellent niveau puisque la moyenne auinquennale d'évolution de la consommation n'est que de 0,2%. Cette progression provient davantage de la croissance du nombre d'actes d'achat (+1,9% à 45,6 par an) que du panier moyen (+0,5%, à 1,9 kg). Situation différente en légumes (et dont Rungis a été préservée) puisque les achats ont légèrement diminué de 0,3% en 2014, alors qu'ils progressaient de 0,7 % sur la moyenne quinquennale. Le nombre d'actes d'achat est resté stable (47,3) mais le panier moyen a diminué de 0,4%, malgré une baisse des prix de 2,3%.

n fruits et légumes, l'année 2014 a profité de conditions très favorables, avec des campagnes de production précoces et productives qui ont permis un bon démarrage des phases de commercialisation, par exemple en fraises. Une situation diamétralement opposée à celle de l'année précédente, et qui explique les excellents chiffres d'arrivages enregistrés sur le Marché de Rungis. Globalement, le secteur a en effet comptabilisé une hausse de ses volumes de 14,4%, à plus de 1,1 million de tonnes, soit près de 140 000 tonnes de plus qu'en 2013.

C'est en fruits que la hausse a été la plus spectaculaire: +17,5% à près de 670 000 tonnes. On remarque notamment l'essor des grands fruits tropicaux; 10 000 tonnes de plus en ananas, et 23 000 tonnes en bananes, dû entre autre à l'arrivée d'un nouvel opérateur. Mais aussi de l'avocat ou des raisins; 7 000 tonnes additionnelles, soit +17,5% et +21,9%. Conclusion: la quasi-totalité des produits vendus sur Rungis ont connu des progressions remarquables.

UN ESSOR DE LA QUALITÉ DE L'OFFRE

Côté légumes, la conjoncture a également été exceptionnelle, avec des arrivages en hausse de 10,1%, à presque 450 000 tonnes. La plupart des catégories ont aussi profité de cette embellie, notamment les tomates, +11,3% avec 7 500 tonnes supplémentaires, mais aussi les oignons, les pommes de terre, les poivrons ou les choux, qui ont chacun suscité plus de 2 000 tonnes d'arrivages en plus par rapport à 2013. Outre le fait que cette croissance aura touché la globalité de l'offre, elle n'a pas pour autant affaibli l'essor des produits de qualité sur le Marché. Certes, dans la logique même d'un système de marché, les prix se

sont normalement inscrits à la baisse, dans ce contexte d'abondance de l'offre. D'autant qu'a contrario, la consommation estivale, peu portée par une météo un peu fraîche, a pu engendrer quelques difficultés d'écoulement. Notons toutefois que cette situation a encouragé les productions françaises.

UN SECTEUR ENTIÈREMENT RÉNOVÉ

C'est donc une situation très positive qui a accompagné la fin de travaux de l'intégralité des bâtiments des fruits et légumes. Achevée en décembre par la livraison des ascenseurs facilitant l'accès à leurs premiers étages, cette rénovation a suscité une grande satisfaction de la part des opérateurs, qui avaient d'ailleurs largement participé, via leurs représentants, à son élaboration. Ainsi, l'optimisation des éclairages a tenu ses objectifs, d'autant qu'ils pouvaient être renforcés par des spots d'accentuation. 350 ont d'ores et déjà été mis en place. En outre, l'amélioration des dispositifs de vidéosurveillance a non seulement concouru à la sécurisation générale du secteur, mais également contribué à diminuer encore les volumes de déchets laissés au sol.

Enfin, la modernisation du secteur a été accompagnée par la poursuite des travaux de rénovation menés par les opérateurs eux-mêmes dans leurs magasins. En 2014, pas moins d'une cinquantaine de dossiers d'autorisation de travaux a été déposée par ces derniers, concernant notamment des investissements dans des équipements de régulation frigorifique. Ces travaux s'inscrivent souvent dans la démarche de certification que nombre d'entre eux entreprennent, en lien avec les cahiers des charges mis en place par leur interprofession.

LES PRODUITS CARNES



Le secteur des produits carnés demeure tributaire des tendances lourdes de la consommation française de viandes. Toutefois, ses ventes de volailles ont été mieux orientées que l'ensemble du marché national. Les viandes de porc progressent également très favorablement, en attendant de s'installer dans un nouveau pavillon.

78 BENTREPRISES

- 55 grossistes
- 23 courtiers et sociétés d'import-export



CHIFFRE D'AFFAIRES 2013

1 435 EMPLOYÉS

- 1 372 chez les grossistes
- 63 chez les courtiers et sociétés d'import-export

88 % GROSSISTES C.A. 2013: 1 431 723 K€

12/13

12 %

COURTIERS ET SOCIÉTÉS IMPORT - EXPORT

C.A. 2013 : 193 158 K€



ARRIVAGES	en tonnes	13/14
Produits carnés	278 211	-0,8%
Viandes de boucherie	111 928	-1,2%
Volaille et gibier	87 308	+1,6%
Porc	58 075	-3,1%
Triperie	20 575	-2,5%
Préparation à base de viande	326	-
Transit	60 471	+12,5%



UNE BAISSE GLOBALE DE LA CONSOMMATION

Au niveau national, la consommation de viandes de boucherie a diminué en volume de 1,1% en 2014 selon Kantar Worldpanel cité par FranceAgriMer, et ce avec des prix relativement stables (+0,4%). Les produits élaborés (hachés, saucisses...) ont augmenté de 1%, de même que le porc, de 1,3%. Inversement, le bœuf a diminué de 3%, le veau de 5,3%, la viande bovine de 5,9% et les abats de 4,8%.

Des tendances analogues à celles enregistrées à Rungis. Ce qui n'est pas le cas de la volaille, dont les tonnages ont diminué de 1,2% dans l'ensemble de l'Hexagone, avec une hausse des prix moyens de 1,7 %.

rois ans après l'ouverture du nouveau pavillon de la volaille qui avait dynamisé l'ensemble du secteur sur le Marché de Rungis, les produits carnés ont connu une relative stabilité en 2014. Après une baisse de 2,5% en 2013, leurs arrivages ont très légèrement diminué de 0,9% en 2014, s'établissant à un peu plus de 278 000 tonnes.

Dans un contexte de long terme de déconsommation progressive, les viandes de boucherie ont limité leur diminution à 1,2%, soit 111 928 tonnes environ. Le veau et la viande bovine subissent une baisse d'environ 650 et 900 tonnes respectivement (-3,2% et -3,1%), tandis que la viande bovine se maintient à près de 26 000 tonnes.

De même, après une baisse assez forte l'année précédente, les abats ont maintenu leurs volumes à plus de 20 500 tonnes en 2014. Ce sous-secteur continue d'ailleurs d'investir, comme en témoigne l'extension de 1 000 mètres carrés réalisée au profit de quatre opérateurs. Cette activité conserve en effet un savoir-faire incontournable, notamment pour les restaurateurs qui peuvent également s'y approvisionner en viandes en caisse.

LE BŒUF EN CAISSES PROGRESSE

Naguère en évolution régulière, les ventes de viandes en caisse ont subi une baisse significative de 7%, essentiellement due à celle de viandes de porc qui ont chuté de plus de moitié, à un peu plus de 4 000 tonnes. En revanche, les autres espèces ont stabilisé leurs arrivages. À commencer par la viande bovine qui en constitue l'écrasante majorité (près de 80%) et dont les volumes ont même augmenté, pour atteindre près de 38 000 tonnes.

Une partie des pertes de viande porcine en caisse a d'ailleurs été compensée par le redressement des arrivages des carcasses de porcs, qui ont augmenté sur Rungis de 4,5%, à près de 54 000 tonnes. Il convient de préciser toutefois que le marché porcin a également été influencé par l'embargo russe décidé en 2014 ainsi que par les difficultés des industries d'abattage du grand Ouest, dont Rungis a subi le contrecoup, en matière de cours notamment.

VERS UN NOUVEAU PAVILLON PORC

Enfin, les volailles ont conservé leur tendance de long terme favorable, avec une progression de 1,6%, à plus de 87 000 tonnes. À noter l'essor des produits de découpe, dont l'ensemble a progressé de plus de 2 500 tonnes. C'est cet objectif de croissance qui sera recherché pour l'édification du nouveau pavillon dédié au sous-secteur porcin. Le projet a été validé en 2014, sur le principe d'une construction en lieu et place de l'ancien pavillon de la volaille. Il sera mis à l'étude en 2015, en concertation avec les grossistes spécialisés, dans le but de démarrer des travaux durant l'année 2016 pour une mise en service à la fin de l'année 2017 ou au début de l'année 2018. Alors sera parachevée la modernisation de l'ensemble du secteur des produits carnés, initiée par le nouveau pavillon de la boucherie en 2000.

Enfin, notons que l'année 2014 aura donné lieu à quelques animations remarquées sur le secteur des produits carnés : lancement de l'opération «Tous au restaurant» initiée par le groupe Alain Ducasse au mois de mai, les «Jours Made in Viande» et «Rencontre autour de la Pintade» au mois d'octobre.

LES PRODUITS DE LA MER ET D'EAU DOUCE



Subissant la raréfaction de la ressource et le niveau élevé des prix qui en est, pour partie, la conséquence, les ventes de poissons, de coquillages ou de crustacés marquent sérieusement le pas. Rungis est parvenu à en limiter les effets pour ses espèces phares.

48 ENTREPRISES

- 34 grossistes
- 14 courtiers et sociétés d'import-export

881 233 KE

CHIFFRE D'AFFAIRES 2013

834 EMPLOYÉS

- 758 chez les grossistes
- 76 chez les courtiers et sociétés d'import-export

/8 % GROSSISTES C.A. 2013 : 688 055 K€

12/13 +4,9%

22%

COURTIERS ET SOCIÉTÉS IMPORT - EXPORT

C.A. 2013 : 193 178 K€



ARRIVAGES	en tonnes	13/14
Les produits de la mer et d'eau douce	98 756	-6,5%
Pavillon A4	55 852	-7,9%
Entrepôts et hors pavillon A4	42 904	-4,6%
Transit (hors total)	38 910	-9,9%



LA CONSOMMATION SE TOURNE VERS LES PRIX ATTRACTIFS

En 2014, les achats de poissons frais des ménages ont diminué de 2,7% en volume. Alors qu'ils tiraient la consommation auparavant, les poissons découpés (plus de deux tiers des ventes) sont en baisse de 4,4% tandis que les poissons entiers se maintiennent, sans doute grâce à leur prix moyen plus faible. Contrairement à Rungis, la consommation de saumon frais s'est effondrée de 14.1% sur l'ensemble du territoire. En revanche. le cabillaud s'est redressé de 8 %. Toutefois, une majorité d'espèces marquent le pas, comme le merlan, la dorade ou le bar. Les coquillages ont également diminué en 2014, de 3,1%. Inversement, les crustacés frais ont connu une croissance de 8,6%. Précisons que les produits de la mer transformés ne profitent pas des difficultés du frais : les produits surgelés ont perdu 3% en volume et les conserves, 1,5%.

our la seconde année consécutive, les arrivages ont diminué de 7,9% sur le pavillon de la marée de Rungis, le fameux A4, pour atteindre 56 000 tonnes. Après un démarrage dans la norme, l'activité a commencé à diminuer dès le mois de juin pour se redresser seulement, et trop tardivement, durant les fêtes de fin d'année. En termes de clientèle, la restauration – japonaise notamment – maintient son activité sur le Marché et favorise les produits les plus adaptés aux besoins de ses établissements. Mais les poissonneries, dont la situation est plus difficile, ne parviennent pas à compenser la baisse de certaines espèces.

LE CŒUR DE L'OFFRE SE MAINTIENT

Si quasiment toutes les catégories ont été affectées par cette baisse, le cœur de l'offre est plutôt parvenu à sauvegarder ses positions. Ainsi, les principaux poissons blancs maintiennent leurs tonnages, à commencer par le cabillaud qui avoisine les 1 200 tonnes ou le merlu, légèrement supérieur à 1 100 tonnes. Il en va de même pour les poissons dits nobles, comme la dorade (2 400 tonnes), le bar d'élevage (1 300 tonnes) ou la sole (près de 900 tonnes). À noter en revanche une baisse significative du bar sauvage, de près de 47%, pour s'établir à un peu plus de 200 tonnes. Les poissons bleus – sardine, maquereau, thon – maintiennent mieux leurs volumes, avec une baisse limitée à 1,8%, pour un total de 4 430 tonnes.

Les coquillages n'ont pas connu un contexte différent, affichant une baisse de 9,2%, dont -7,3% pour les huîtres qui passent sous la barre des 2 500 tonnes. Profitant d'un niveau de prix attractif, les moules, quant à elles, parviennent à se maintenir un peu

au-dessus de 5 300 tonnes. La conjoncture a encore été plus sévère pour les crustacés, en chute de 21,6%, passant sous les 2 400 tonnes, malgré un regain des crabes et tourteaux, en hausse de 10,8%, tendant vers les 900 tonnes.

Seul le saumon a corrigé son repli de 2013, avec une reprise de 3,2%, pour dépasser les 11 000 tonnes. L'espèce reine du pavillon avait subi l'impact de rumeurs médiatiques très négatives pour l'élevage aquacole l'année précédente. Mais si les cours sont restés fermes la plupart de l'année 2014, le principal pays producteur, la Norvège, a entrepris de nombreuses actions pour redorer son blason.

À noter par ailleurs qu'une animation a été organisée par le ministère de la Pêche du Maroc pour promouvoir les produits de la mer marocains sous le pavillon.

UNE ÉTUDE POUR PRÉPARER LA RÉFLEXION

L'activité des entrepôts a, elle aussi, été difficile avec une baisse des tonnages de 43 000 à 38 000 tonnes, de sorte que l'ensemble des ventes de produits de la mer et d'eau douce a diminué de 6%, passant sous la barre des 100 000 tonnes, à 98 000 tonnes exactement. Résultat : 2014 ressort véritablement comme une année de transition rendant désormais nécessaire une réflexion stratégique sur le sujet. La SEMMARIS a lancé une étude en 2014 pour envisager la place à venir de Rungis dans la filière pêche, et notamment dans ses rapports vis-à-vis de la production. Ses résultats seront délivrés au moment adéquat.



Après le lancement du F5C en 2013 et en attendant celui du pavillon bio en 2015, le secteur aura connu une année correcte pour les produits laitiers et de stabilisation pour la gastronomie en 2014. Avec la rénovation de ses anciens bâtiments, il abordera l'avenir avec un nouveau dynamisme.

ENTREPRISES

- 71 grossistes
- 53 courtiers et sociétés d'import-export

CHIFFRE D'AFFAIRES 2013

- 1 295 chez les grossistes
- 211 chez les courtiers et sociétés d'import-export

C.A. 2013: 862 634 K€

EN PRODUITS LAITIERS C.A. 2013: 403 047 K€

EN PRODUITS TRAITEUR



C.A. 2013 : 459 587 K€





C.A. 2013 : 716 844 K€ **EN PRODUITS LAITIERS** C.A. 2013: 500 496 K€

> EN PRODUITS TRAITEUR C.A. 2013: 216 348 K€

COURTIERS ET SOCIÉTÉS IMPORT - EXPORT







ARRIVAGES	en tonnes	13/14
Produits laitiers et traiteur	134 159	+8,8%
Produits laitiers et avicoles	67 127	+1,9%
Produits traiteur et d'alimentation générale	67 032	+16,7%



LA CONSOMMATION DE PRODUITS LAITIERS EN BERNE

La conjoncture n'a pas été positive pour les produits laitiers dans l'ensemble de la consommation hexagonale. Selon Kantar Worldpanel, les achats des ménages ont, en 2014, diminué de 1,8% en volume, pénalisés sans doute par une hausse des prix moyens de 2,9 %. C'est la consommation de lait liquide qui a été la plus touchée, avec une baisse de 3,2 %. Mais les produits ultra-frais, auparavant stars de la consommation alimentaire, ont également marqué le pas et diminué de 1,5 %. Les fromages s'en sont beaucoup mieux sortis, avec une baisse de seulement 0,4%. L'emmental, le comté et la mozzarella ont même connu une croissance de leurs ventes, tandis que les pâtes molles (camembert et coulommiers) étaient en berne. De même, les fromages de chèvres et de brebis ont vu leur consommation diminuer en France. Inversement, le beurre a progressé de 3,1% et la crème, de 2,1%.

aura été la première année pleine du bâtiment F5C mis en service à la fin de l'année 2013. Préludant à l'ouverture de l'Allée de la Gastronomie, ce pavillon ultra-moderne a permis aux entreprises qui s'y sont installées de développer leur chiffre d'affaires de manière significative. Plus généralement, l'ensemble du secteur des produits laitiers et traiteur a accueilli plusieurs arrivants durant cette année, notamment par reprise d'entreprises. Globalement, les arrivages sur le secteur ont progressé de 9% sur l'année 2014.

Certes, le sous-secteur reste tiré par son activité de réexpédition et a profité d'une bonne conjoncture durant les fêtes de fin d'année. Mais l'embargo russe a pesé sur les exportations de certaines entreprises spécialisées dans ce type de flux. Toutefois, les ventes restent toujours favorables aux produits de qualité qui ont conservé une progression constante : appellations, produits fermiers ou fromages spéciaux sont toujours les points forts du Marché. En outre, les laits et poudres, les pâtes pressées non cuites, les beurres et les fromages frais – soit 37 % de l'ensemble de produits laitiers sur Rungis – ont rencontré des évolutions très favorables, entre 8 et 11%. Inversement, les fromages à pâtes pressées cuites et les pâtes molles auront connu une mauvaise année 2014.

UNE GRANDE DIVERSITÉ DE PRODUITS

Les produits traiteur, après une année 2013 excellente, se sont quant à eux également stabilisés, même si une précision accrue de la collecte statistique amplifie leur évolution par un effet de périmètre. L'extrême hétérogénéité de ce sous-secteur rend de surcroît difficilement lisibles les tendances par produits. Il est certain que les entreprises nouvellement implantées au F5C, déjà dynamiques auparavant, ont bénéficié de leur nouvel écrin. En outre, les fêtes de fin d'année ont donné d'importants résultats sur une période mieux étalée dans le temps que par le passé ou que sur d'autres secteurs.

DE NOMBREUSES ANIMATIONS

D'ailleurs, l'activité du secteur a été particulièrement marquée en 2014 par des opérations de promotion qui sont venues soutenir de façon efficace l'activité des pavillons. Et 2015 devrait être encore plus dynamique. La rénovation des façades des bâtiments E4, E5 et FE4 modernisera l'image du secteur, en cohérence avec celle du F5C. Achevées avant l'été, elles donneront aux opérateurs des pavillons la capacité d'améliorer leur commercialité, par exemple en se dotant d'ouvertures vitrées vers l'extérieur.

Enfin, les travaux du pavillon bio ont démarré en 2014 et déboucheront au troisième trimestre 2015 sur la livraison du bâtiment. Ils ont donné lieu au déménagement de quelques entreprises pour libérer les espaces nécessaires du bâtiment D6b, celles-ci accédant ainsi à des locaux rénovés et adaptés. Avec les travaux de voirie réalisés sur cet axe en 2014, l'Allée de la Gastronomie est véritablement tout près du but!



Les fleurs coupées ont profité d'un redressement de leurs arrivages. Même si les plantes en pot et les produits de décoration n'ont fait que maintenir leur activité, le secteur se rapproche d'un point d'équilibre avant que sa restructuration ne lui donne un nouveau dynamisme.

ENTREPRISES

- 56 grossistes (11 en plantes, 45 en fleurs coupées, feuillages)
- 2 courtiers et sociétés d'import-export
- 80 producteurs

CHIFFRE D'AFFAIRES 2013



- 316 chez les grossistes
- 6 chez les courtiers et sociétés d'import-export
- 80 chez les producteurs

C.A. 2013: 175 705 K€



COURTIERS ET SOCIÉTÉS IMPORT - EXPORT

C.A. 2013: 3 357 K€

PRODUCTEURS C.A. 2013 : 19 112 K€



ARRIVAGES		13/14
Fleurs coupées ⁽¹⁾	197 176	+5,9%
Feuillages ⁽²⁾	8 658	-8,3%
Plantes en pot ⁽³⁾	19 312	+24,9%*

⁽¹⁾ en milliers de tiges (2) en milliers de bottes

^{. (3)} en milliers de pots * Modification en 2014 du périmètre statistique avec l'intégration des plans maraîchers qui correspondent entièrement à l'augmentation.



LES VÉGÉTAUX D'ORNEMENTS DANS UNE CONJONCTURE DIFFICILE

Si le secteur horticulture de Rungis s'est plutôt bien comporté en 2014, le marché national des végétaux d'ornements a diminué de 6% en volume selon le panel TNS cofinancé par FranceAgriMer et Val'hor. Toutefois, les évolutions restent de même nature : les végétaux d'intérieur se sont quasiment maintenus (-0,5%) tandis que ceux d'extérieur ont diminué sensiblement (-8,1%). Ce contexte touche assez également les différents canaux de distribution, puisque les fleuristes ont accusé une baisse de 4,2% de leurs volumes et les jardineries de 15,2%. Même en grande distribution, en essor sur ce marché depuis plusieurs années, les ventes ont diminué de 4,3% en volume.

es contraintes qui affectent la consommation des ménages pèsent particulièrement sur les ventes de produits horticoles. Pourtant, ce secteur a fait mieux que résister à la conjoncture en 2014 sur Rungis. La seconde édition de l'opération Rungis Sensations qui s'est déroulée au mois d'octobre a d'ailleurs témoigné de la cohésion de ses opérateurs pour fédérer des actions de dynamisation des ventes. En décoration, l'activité se maintient désormais, après plusieurs années de développement.

REPRISE POUR LES FLEURS COUPÉES

Portées par des conditions climatiques favorables à la production, les fleurs coupées ont, pour leur part, connu une progression remarquable de leur activité : +5,9%, à plus de 197 millions de tiges. Avec plus de 4,7 millions de tiges supplémentaires, les roses sont les grandes gagnantes de l'année 2014 et représentent, avec 72,3 millions de tiges, près de 37 % des arrivages de fleurs coupées. Mais l'offre s'est élargie au profit de l'essor d'autres variétés. À noter également une forte progression des œillets, +8,8% à plus de 5 millions de tiges, ainsi qu'une forte baisse des anémones, à 4,7 millions de tiges, soit 2 millions de moins qu'en 2013. Enfin, les chrysanthèmes, en diminution structurelle depuis de nombreuses années, se stabilisent aux alentours des 5 millions de tiges. Dans ce contexte, le sous-secteur semble se rapprocher de son point d'équilibre, après plusieurs exercices difficiles. S'il a subi quelques défaillances ou fin d'activité d'entreprises, il a accueilli un nouveau producteur ainsi que le regroupement de quatre autres dans un GIE. Inversement, les plantes en pot ont connu une année

2014 en demi-teinte. La clémence de l'hiver n'a pas encouragé les replantations de printemps. Sans les plants maraîchers, désormais intégrés aux statistiques d'arrivages, les ventes seraient restées stables, à un peu moins de 15,5 millions de pots. En réalité, la progression forte des plantes à massif (+9% à 6,6 millions de pots) a permis de compenser les diminutions des autres catégories, et notamment des plantes fleuries, en baisse de 4% à 6,4 millions de pots. Toutefois, le sous-secteur a bien terminé l'année grâce à une campagne sapins satisfaisante, avec une hausse des arrivages supérieure à 2%. En la matière, la mise en place d'une tarification forfaitaire par la SEMMARIS pour les livraisons de sapins a contribué à fluidifier le trafic. Ajoutons que l'effectif grossiste de ce sous-secteur s'est stabilisé, même si quelques arrêts d'activité, ainsi qu'un nouvel adhérent, ont été constatés côté producteurs.

UN SECTEUR EN RÉORGANISATION

Enfin, le secteur dans son ensemble a été déclaré en restructuration à la fin de l'année 2014. Une première phase avait déjà été entamée avec le déplacement de certains producteurs de fleurs coupées dans le bâtiment C1. Objectif: concentrer l'offre pour doper l'activité du pavillon et libérer des espaces dans d'anciens bâtiments. Suivra l'instauration, toujours dans le bâtiment C1, d'une zone dédiée aux producteurs de plantes en pot sur une surface de 3 000 mètres carrés, de sorte que toute l'offre des producteurs figurera désormais dans ce pavillon.

Ces mouvements sont des préalables nécessaires à la réflexion qui sera menée sur le devenir de ce dernier.

LES ACTIVITÉS LOGISTIQUES



Le Marché de Rungis développe des services logistiques de plus en plus pointus. Ces derniers s'inscrivent dans le cadre d'une politique urbaine qui évolue fortement et qui sera source d'optimisation et d'innovation pour les opérateurs.

4 114 220 KE

CHIFFRE D'AFFAIRES 2013

23 %

GROSSISTES LIVREURS
C.A. 2013: 965 582 K€

45%GROSSISTES EN ENTREPÔT
C.A. 2013: 1 847 201 K€

7 %LOGISTICIENS PURS
C.A. 2013: 293 873 K€

25 %
INTERMÉDIAIRES EN BUREAUX
C.A. 2013: 1 007 564 K€



RUNGIS, «HUB» DE LA LOGISTIQUE DURABLE

Avec le programme Rungis Green Business, la SEMMARIS adopte progressivement des pratiques en adéquation avec les enjeux environnementaux qu'imposent les questions de logistique urbaine. De nombreuses actions ont déjà été mises en place, dont les dernières figurent dans ce rapport : flotte de véhicules électriques, bornes de rechargement, etc. Les opérateurs du Marché intègrent également cette nouvelle donne, en apportant des solutions logistiques optimisées à leurs clients par des services de livraisons mutualisées notamment. Et ce en mettant en œuvre des compétences de plus en plus fines: transport sous froid évidemment, mais également petites commandes ou réduction des délais. De son côté, la SEMMARIS a missionné un expert de la logistique amont pour réaliser deux études sur la mise en place d'une bourse de fret sur le Marché ainsi que le développement des services pour les parkings poids lourds. Et de nombreux autres projets sont à venir en 2015.

our améliorer les conditions environnementales dans lesquelles vivent les Parisiens, la Mairie de Paris a défini une feuille de route avec des objectifs précis : « Diminuer la pollution atmosphérique, notamment la pollution cancérogène liée aux particules fines et les émissions de gaz à effet de serre, favoriser l'accès à la mobilité de toutes et tous et, enfin, reconquérir l'espace public au profit des piétons et des circulations douces».

Ces axes impliquent bien sûr d'importantes conséquences pour le Marché de Rungis, et plus particulièrement pour les activités logistiques de ses opérateurs qui ne cessent de progresser. Et parmi ces impacts, le plan de sortie du diesel fixée à l'horizon 2020 : il concerne tout particulièrement les livraisons «du dernier kilomètre» dont la moitié devrait être assurée sans diesel dès 2017. Toutefois, ce plan est bien conçu pour être progressif et concerté.

UNE CHARTE SIGNÉE PAR LA SEMMARIS

C'est pourquoi la SEMMARIS a signé la Charte en faveur d'une Logistique Urbaine Durable avec la Mairie de Paris. Parmi les 32 groupes de travail qui en découlent, de nombreux thèmes sont en effet au cœur des enjeux logistiques du Marché: foncier logistique et urbanisme, plan qualité de l'air et livraisons non-diesel, transport de marchandises par voie d'eau ou tramway, etc.

Dans la capitale, 90% des flux de marchandises s'effectuent par la route et 20% des véhicules en circulation y sont dédiés, représentant 1,5 million de mouvements par semaine. Outre la pollution de l'air, ce trafic pose également des questions de nuisances sonores ou de cohabitation avec les autres usagers de l'espace public

(stationnement par exemple). Une logistique moderne se doit de le prendre en compte, tout en préservant – voire en améliorant – les conditions d'accès des consommateurs aux produits, en premier lieu alimentaires, dont ils ont besoin.

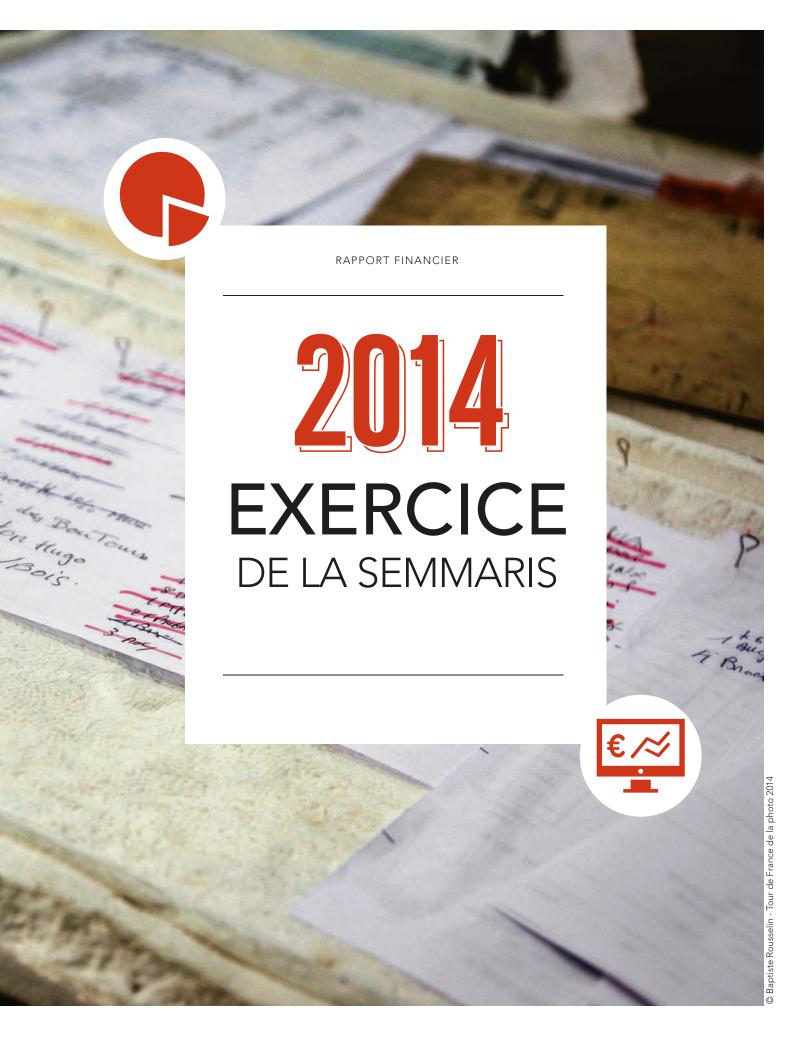
ENCOURAGER LES INITIATIVES INNOVANTES

Se voulant «plus opérationnelle» que la précédente Charte de bonnes pratiques signée en 2006, cette initiative précise d'ailleurs que la politique des transports doit aussi « contribuer au développement économique, encourager les initiatives innovantes et planifier les éventuelles évolutions réglementaires afin d'élaborer avec les professionnels les moyens de leur application».

En outre, elle s'inscrit dans une logique territoriale, parallèlement au projet de Plan de Déplacements Urbains de l'Île-de-France, précisant que « l'optimisation de la chaîne logistique urbaine ne peut être pensée qu'à l'échelle de la région». Outre la fin du diesel, des pistes nouvelles s'annoncent déjà, comme la massification – et la mutualisation – vers des plateformes logistiques en zones denses, avant des livraisons finales par des véhicules propres.

À grande échelle, les structures routières, mais également ferroviaires ou fluviales sont également concernées. Tandis qu'au niveau local, de nouvelles solutions seront étudiées : espaces logistiques urbains, aires de livraison et plus généralement de nouvelles formes d'organisation des livraisons. Autant de directions au sujet desquelles le Marché de Rungis, la SEMMARIS comme ses opérateurs, sont non seulement déjà pionniers mais pour lesquelles ils continuent de s'équiper afin de transformer ces enjeux en opportunités.





RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

RÉSULTATS DE L'ACTIVITÉ DE LA SEMMARIS

L'année 2014 est marquée par une progression notable du chiffre d'affaires (+3,6%) dans un contexte économique fragile : consommation des ménages stable (+0,3% sur l'exercice 2014), et baisse de l'indice du coût de la construction (-1,74%).

Cette croissance s'explique par une politique volontariste de nature à renforcer l'attractivité et la performance du Marché. La SEMMARIS a développé en 2014 des investissements, une politique d'accueil et une communication qui ont directement agi sur l'attractivité du Marché.

Cette dynamique, combinée à la bonne performance de l'entreprise, a permis d'accroître la profitabilité avec une optimisation des surfaces louées, une hausse de la fréquentation des acheteurs (+0,8%) et la maîtrise des charges.

Le chiffre d'affaires progresse de 3,5 M€ à fin 2014 et atteint 100,59 M€, contre 97,08 M€ en 2013. Ses principales composantes ont varié de la façon suivante :

Le produit des droits d'accès et de stationnement s'est élevé à 11,79 M€, soit +2 % par rapport à 2013. Le nombre total de passages acheteurs enregistrés aux entrées du Marché (1 229 040) est en augmentation de 0,8 %.

Les redevances homologuées se sont élevées à 40,27 M€ en augmentation de 3,2% sur 2013 dont 0,9% est lié à l'effet volume, ce qui traduit la bonne performance de l'entreprise et de ses équipes.

Les redevances indexées ont atteint 16,05 M€, soit -2,5% par rapport à 2013 à mettre en regard de la diminution applicable de l'Indice du Coût de la Construction (-1,74%).

L'annuité 2014 des Droits de Première Accession (DPA) étalés est restée relativement stable à 554 K€.

Les produits sur charges, ventes d'eau et d'électricité ont représenté 28,16 M€ soit une augmentation de 2,4% sur 2013.

Le produit des saisies, des locations de matériel et de l'exploitation du Point E, hors travaux refacturés, a progressé de 0,95 M€ en 2013 à 1,07 M€ en

2014. **Les prestations** à l'International se maintiennent (0,30 M€ contre 0,35 M€ en 2013).

Enfin la réduction du taux de **remise sur prélèvement automatique**, passant de 1,5% à 1,3%, a engendré une moindre diminution des recettes à hauteur de 1 M€ contre 1,11 M€ à fin 2013.

LES CHARGES D'EXPLOITATION

Le niveau des charges d'exploitation a été maîtrisé sur l'exercice 2014, avec une progression limitée à 0,9%, essentiellement due aux recours à des prestations de services extérieurs et à des travaux d'entretien, réparation et maintenance du Marché.

Les achats et services extérieurs (hors charges sur sinistres et travaux refacturés) n'ont pas connu d'augmentation significative (38,80 M€ contre 38,08 M€ en 2013).

Les principales variations par rapport à 2013 concernent:

- les consommations de fluides (+ 134 K€);
- les locations (- 52 K€) qui ont suivi l'évolution de l'Indice du Coût de la Construction ;
- les dépenses d'entretien-réparations-maintenancepetits travaux (+ 295 K€);
- les primes d'assurances (- 89 K€);
- les prestations de services extérieurs (+ 610 K€);
- les dépenses de promotion du Marché (- 93 K€).

Les impôts et taxes s'élèvent à 1,59 M€ contre 1,50 M€ en 2013, soit une augmentation de 5,7% entraînée essentiellement par la Contribution Économique Territoriale (+7,7%).

Les charges de personnel sont en baisse de 1,2% à 17,68 M€. Les rémunérations, hors indemnités de licenciement, ont été de 10,89 M€ en augmentation de 3,1% par rapport à 2013. Les charges sociales ont totalisé 6,79 M€, soit +1,3%. Elles intègrent un crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi de 230 K€.

Les dotations aux amortissements et provisions s'élèvent à 23,81 M€ contre 23,62 M€ à fin 2013.

Les amortissements du domaine concédé sont en baisse sensible (-0,76 M€) alors que les provisions de caducité continuent d'augmenter (+0,82 M€).

Une provision pour litige avec un concessionnaire a été complétée à hauteur de 300 K€ et 250 K€ ont été

dotés au titre d'une provision pour licenciement, deux litiges Prud'homaux en cours et un sinistre. Les provisions pour dépréciation des créances se sont élevées à 358 K€ contre 514 K€ en 2013. Elles représentent 0,36% du chiffre d'affaires contre 0,53% en 2013.

LES RÉSULTATS

En 2014, la performance opérationnelle de la SEMMARIS est marquée par une progression de la profitabilité, avec un taux de marge d'exploitation de 41,78% contre 40,13% en 2013.

En effet, **l'excédent brut d'exploitation** s'est élevé à 42,03 M€ contre 38,96 M€ à fin 2013 soit une progression de 7,9% sur l'exercice 2014.

Le résultat d'exploitation traduit la bonne tenue du chiffre d'affaires et la maîtrise des charges en passant de 11,89 M€ en 2012 et 15,74 M€ en 2013 à 18,63 M€ en 2014.

Le résultat financier progresse de 20,4% sur l'exercice. Hors dividende de Bureaux Rungis International, ce dernier s'élève à 0,94 M€ contre 0,62 M€ en 2013.

Le choix d'une politique d'endettement modéré se traduit par une nouvelle réduction des intérêts sur emprunts qui passent de 543 K€ en 2013 à 393 K€ en 2014.

La cession de la JV en Chine s'est traduite par une reprise de provision pour dépréciation des titres de participation à hauteur de 93 K€.

Enfin, les revenus financiers générés par les placements de trésorerie (1,24 M€) sont en augmentation de 9,3%. L'augmentation de la trésorerie moyenne disponible, qui est passée de 55,21 M€ en 2013 à 65,57 M€ en 2014, a compensé la baisse du rendement financier moyen (1,90% en 2014 contre 2,05% en 2013) provoquée par la baisse des taux courts.

Le résultat courant avant impôts sur les sociétés est de 21,22 M€ contre 17,89 M€ en 2013 et 14,46 M€ en 2012.

Le résultat sur opérations exceptionnelles se monte à 0,23 M€. Il correspond pour l'essentiel à :

- des ventes de DPA (1 040 K€) notamment dans les bâtiments EOH, D8A et E6A;
- des moins-values sur sortie d'actifs (481 K€) dont 243 K€ au titre de la rénovation de l'éclairage public;
- des coûts de démolition des bâtiments EOG et V06 (185 K€);

- des rachats de DPA (126 K€) destinés à faciliter l'implantation du futur bâtiment Bio.

La SEMMARIS acquittera un impôt sur les sociétés de 6,84 M€ équivalent à 33,0% du résultat comptable avant impôts sur les sociétés. L'impôt calculé intègre 53 K€ de crédit d'impôt mécénat.

Il intègre également la contribution additionnelle de 3% sur les dividendes (180 K€).

Le résultat net comptable est de 13,88 M€ contre 13,18 M€ en 2013 soit + 5,4%. Il représente en marge nette 13,8% du chiffre d'affaires 2014 contre 13,6% en 2013.

LE BILAN

L'examen du bilan fait apparaître une situation nette au 31 décembre 2014 de 96,01 M€ avant affectation des résultats de l'exercice 2014.

La capacité d'autofinancement de l'exercice progresse de 4,9% passant de 35,91 M€ en 2013 à 37,68 M€ en 2014

Les cautions reçues des clients (en numéraire et cautions bancaires) atteignent 21,94 M€, qui représentent 24,7 % du chiffre d'affaires hors droit d'accès et de stationnement.

La trésorerie, nette des dettes financières, était de 38,93 M€ au 31 décembre 2014.

AFFECTATION DU RÉSULTAT

Les dividendes distribués au cours de ces trois derniers exercices ont été les suivants :

- 2013 : 15,50 € par action, soit une distribution totale de 5 994 485,50 €;
- 2012 : 12,90 \in par action, soit une distribution totale de 4 988 958,90 \in ;
- 2011 : 12,10 \in par action, soit une distribution totale de 4 679 566,10 \in .

Pour l'exercice 2014, il sera proposé à l'Assemblée Générale la distribution d'un dividende de 17 € par action, soit une distribution totale de 6 574 597,00 € et l'affectation du solde du résultat bénéficiaire de l'exercice soit 7 309 605,97 € comme suit :

- 8 000,00 € à la réserve spéciale d'acquisition d'œuvres d'artistes vivants, et
- 7 301 605,97 € au report à nouveau.

INFORMATIONS RELATIVES AUX DÉLAIS DE RÈGLEMENT DE NOS FOURNISSEURS

Conformément aux dispositions du Code de Commerce (Art. D. 441-4), la décomposition des dettes fournisseurs au 31 décembre 2014 et 2013 est présentée ci-dessous (en K€) :

En K€	Tot	tal	Échéances échues (litiges)		Échéances à 30 jours		Échéances à 60 jours	
	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014	2013
Fournisseurs de biens & services	7 379,2	7 205,7	630,7	1 243,3	4 624,1	3 395,6	2 124,5	2 566,8
Comptes rattachés	2 103,9	1 896,7						
Sous-total	9 483,1	9 102,5						
Fournisseurs d'immobilisations	5 638,7	5 397,8	96,9	600,4	3 793,3	2 437,8	1 748,5	2 359,7
Comptes rattachés	5 143,9	2 658,6						
Sous-total	10 782,6	8 056,4				·		

La Loi de Modernisation de l'Économie n° 2008-776 du 4 août 2008 a fixé des nouveaux maxima pour les délais de règlement interentreprises pour toutes les transactions conclues à partir du 1er janvier 2009.

Sauf accords dérogatoires temporaires concernant quelques secteurs d'activité, le délai convenu entre les parties ne peut dépasser 45 jours fin de mois ou 60 jours à compter de la date d'émission de la facture.

Nos conditions générales d'achats ont été revues et ajustées pour répondre à cette réglementation. À compter du 1^{er} janvier 2009, elles ont été fixées à 45 jours fin de mois de la date de la facture.

BUREAUX RUNGIS INTERNATIONAL (BRI)

Le chiffre d'affaires réalisé par BRI, filiale à 100% de la SEMMARIS, a été de 2,59 M€, correspondant au loyer versé par la SEMMARIS pour les 21 141 m² de surfaces louables.

En contrepartie, les loyers et charges perçus par la SEMMARIS auprès des occupants se sont élevés à 2,61 M€.

Fin 2014, le taux d'occupation des locaux de BRI était de 53,53 % (49,71 % à fin 2013). Dans le cadre du plan de rénovation architecturale et de mise aux normes des immeubles de bureaux, BRI a investi 1,55 M€ sur l'exercice.

L'avance en compte-courant de la SEMMARIS à BRI a donné lieu à une rémunération de 412 €.

Le montant de cette avance est de 0,84 M€, BRI ayant remboursé, en 2014, 188 K€ sur cette avance.

LA POLITIQUE DE RESSOURCES HUMAINES DE LA SEMMARIS

L'effectif moyen mensuel a été de 213,1 salariés (209,2 en 2013 et 208,4 en 2012).

Le taux d'absentéisme moyen – hors congés de maternité – s'est élevé à 3,76% contre 3,37% en 2013 et 3,47% en 2012.

Une somme de 221 K€, représentant 2% de la masse salariale a été dépensée pour la formation professionnelle (1,4% en 2013 et 1,8% en 2012).

Au titre de la négociation salariale annuelle, un accord d'entreprise a été signé pour 2014 qui prévoit notamment des augmentations de la valeur du point de 0,75% au 1er mai et de 0,75% au 1er octobre.

Deux accords triennaux (exercices 2014, 2015 et 2016) ont été signés concernant l'intéressement et la participation. Une réserve de participation de 727 K€ a été constituée au titre de la participation et le montant de l'intéressement pour l'exercice est de 694 K€.

La capitalisation totale du Plan d'Épargne d'Entreprise était de 5,49 M€ à fin 2014 et l'abondement versé par la SEMMARIS à ce plan a été de 269 K€ en 2014. Un accord d'entreprise a été signé concernant la «prime dividendes» qui prévoit le versement à chaque salarié d'une somme de 450 € en 2014.

LES INVESTISSEMENTS DE 2014

Le montant total des investissements réalisés en 2014 a été de 21,1 M€.

LE SOUTIEN AU MARCHÉ PHYSIQUE

- Le programme de modernisation des carreaux de vente du secteur des fruits et légumes (8 pavillons) qui avait démarré en 2013 a été finalisé en septembre 2014.

Les travaux, réalisés en concertation avec les grossistes, ont permis d'améliorer la commercialité, la fonctionnalité, l'esthétique et la sécurité des pavillons, tout en s'inscrivant dans une démarche de développement durable. Les investissements de l'exercice s'élèvent à 5,05 M€ pour un coût total de 7,22 M€ à quoi s'ajoutent les travaux pour l'amélioration des pignons (1,8 M€) pour un total de 9,02 M€.

- Pavillon V1T : l'extension du pavillon de la triperie (1 450 m²) a été réalisée sur l'exercice et livrée aux opérateurs fin septembre. Le coût total est de 1,73 M€.
- Pavillon Bio : ce pavillon, d'une superficie de 5 648 m², qui sera implanté dans le secteur PLA/PLU, permettra de mettre en valeur l'offre de produits biologiques du Marché. Il sera le premier du Marché exclusivement consacré aux produits issus du secteur Bio. 1,32 M€ ont été immobilisés sur l'exercice sur un budget total de 8.56 M€.

LE DÉVELOPPEMENT DES ACTIVITÉS DE SERVICES

- Réseau de chaleur : 1,14 M€ ont été consacrés à la création de la sous-station d'échange de chaleur qui permettra, au printemps 2015, d'interconnecter l'usine d'incinération du SIEVD et le réseau de chaleur du MIN à celui du SICUCV qui gère le réseau de chauffage urbain des communes de Vitry-sur-Seine et Choisy-le-Roi. 50 Gwh de chaleur pourront ainsi être fournis annuellement.
- Le schéma directeur de rénovation architecturale et de mise aux normes des immeubles de bureaux appartenant à BRI a été mis en œuvre. Ce projet de 9,5 M€ consiste en une mise aux normes de l'accessibilité, conformément à la réglementation, et à la recherche de solutions architecturales permettant de donner une nouvelle image du bâti dans une démarche de développement durable. Il permettra de fidéliser la clientèle présente et de favoriser la commercialité.

L'achèvement de la rénovation du G5d en décembre 2014 constitue la première étape de ce plan.

Les montants immobilisés par la SEMMARIS, pour le compte de BRI à qui ils ont été refacturés, s'élèvent à 1,55 M€.

LES INVESTISSEMENTS D'INNOVATION

- 66 K€ ont été immobilisés sur l'exercice pour réaliser les études de conception d'un réseau de fibre optique sur le Marché. Le déploiement du réseau se fera sur l'exercice 2015 pour un coût total de 1,28 M€.
- 66 K€ ont également été consacrés au déploiement de bornes de rechargement pour permettre aux équipes de terrain de la SEMMARIS et aux usagers du Marché de travailler et circuler en véhicule électrique. Le déploiement, qui est en phase avec notre ambition de faire du Marché de Rungis un écosystème innovant et exemplaire, va se poursuivre et s'accentuer sur l'exercice 2015

LE MAINTIEN DU NIVEAU TECHNIQUE DE L'OUTIL

- Les travaux de sécurité incendie ont été immobilisés à hauteur de 0,36 M€. Ils ont porté pour l'essentiel sur des travaux de détection, de désenfumage et de compartimentage.
- Les travaux sur les réseaux techniques (eau, assainissement, électricité, chauffage, vidéosurveilance...)

se sont élevés à 3 M€ dont 1,46 M€ ont été consacrés à la rénovation de l'éclairage public sur le Marché. Ce dernier projet, maintenant achevé, s'est étalé sur trois ans pour un coût total de 3,22 M€.

- Les travaux de grosses réparations se sont élevés à 5,48 M€ dont 0,86 M€ au titre de la requalification de l'avenue des Trois Marchés et des îlots des avenues de Bretagne et de Lorraine, 0,66 M€ pour la rénovation du bâtiment D7A et 0,38 M€ pour la refonte du système de péages.

LES ACTIVITÉS INTERNATIONALES

Devant une demande soutenue et en s'appuyant sur la renommée de sa marque, la SEMMARIS a testé un levier de croissance en passant du conseil à la licence de ses expertises ; des discussions sont en cours avec la Chine, la Russie et Dubaï.

En Chine, la SEMMARIS est sortie de la joint-venture à l'amiable : elle a vendu sa participation dans le capital de la JV, et retrouvé sa liberté d'action ainsi que les droits d'utilisation de sa marque.

En Russie, les experts de la SEMMARIS ont recadré le modèle et orienté la conception du nouveau marché de gros de la Ville de Saint-Pétersbourg.

Au Brésil, la SEMMARIS a été sollicitée par le marché de gros public de São Paulo pour une assistance au transfert du marché à la périphérie de la ville, et par des opérateurs privés de Rio de Janeiro pour la création d'un nouveau marché de gros.

En Afrique de l'Ouest, en Côte d'Ivoire, un diagnostic de la distribution alimentaire et l'évaluation de la pertinence d'un marché de gros a été effectué en vue d'une organisation de l'approvisionnement de la Ville d'Abidjan.

En Europe, au Royaume-Uni, un audit du projet de rénovation du Marché de la Ville de Liverpool a été réalisé.

La cellule de conseil de la SEMMARIS «Rungis Consultant» propose aussi ses savoir-faire aux marchés de gros **en France**, notamment à Lille sur des sujets de vidéo surveillance et de contrôle d'accès.

Globalement, le chiffre d'affaires réalisé par Rungis Consultant en 2014 a été de 301 K€ contre 350 K€ en 2013.

ÉVÉNEMENTS SURVENUS DEPUIS LE DÉBUT DE L'EXERCICE 2015

Aucun évènement nouveau susceptible d'affecter de façon significative les comptes de la société n'est intervenu depuis le 1^{er} janvier 2015.

Il est toutefois à noter que l'amendement n° 57 à la loi MACRON sur la croissance, l'activité et l'égalité des chances – qui vise à prolonger la mission de la SEMMARIS jusqu'au 31 décembre 2050 – a été adopté à l'unanimité par l'Assemblée Nationale le 12 février 2015. Cette disposition est actuellement présentée au Sénat avant son vote définitif par le Parlement.

RÉSULTATS FINANCIERSDES CINQ DERNIERS EXERCICES

En euros	2010	2011	2012	2013	2014
SITUATION FINANCIÈRE					
a) Capital social	14 696 158	14 696 158	14 696 158	14 696 158	14 696 158
b) Nombre d'actions émises	386 741	386 741	386 741	386 741	386 741
c) Nombre d'obligations convertibles en actions	-	-	-	-	-
RÉSULTAT GLOBAL DES OPÉRATIONS EFFECTUÉES					
a) Chiffre d'affaires hors taxes	89 470 965	91 586 143	93 824 671	97 081 717	100 590 101
b) Résultat avant impôts, participation des salariés, amortissements et provisions	36 681 911	35 942 338	39 140 390	42 861 973	44 768 025
c) Impôts sur les bénéfices (hors provisions)	4 379 152	4 343 022	4 565 182	6 391 755	6 838 144
d) Participation des salariés au titre de l'exercice	501 215	426 528	547 108	757 631	726 886
e) Résultat après impôts, participation des salariés, amortissements et provisions	9 531 910	9 373 632	9 999 926	13 178 494	13 884 203
f) Montant des bénéfices distribués	4 215 477	4 679 566	4 988 959	5 994 486	6 574 597
RÉSULTAT DES OPÉRATIONS RÉDUITES À UNE SEU	LE ACTION				
a) Résultat avant impôts, participation des salariés, amortissements et provisions	94,85	92,94	101,21	110,83	115,76
b) Résultat après impôts, participation des salariés, amortissements et provisions	24,65	24,24	25,86	34,08	35,90
c) Dividende passé à chaque action	10,90	12,10	12,90	15,50	17,00
PERSONNEL					
a) Nombre de salariés (effectif moyen mensuel)	212	210	209	209	213
b) Montant de la masse salariale	9 889 161	10 051 512	11 205 854	11 196 832	10 891 326
c) Montant des sommes versées au titre des charges sociales et avantages sociaux	5 537 594	6 052 062	6 707 559	6 698 867	6 788 913

MANDATS OU FONCTIONS EXERCÉS DANS TOUTE AUTRE SOCIÉTÉ

par les mandataires sociaux au cours de l'exercice

Nom/nature du mandat	Société
Jean-Jacques ARNOULT depuis le 16 oct	tobre 2014
Président du Conseil d'Administration	Arnoult SA
Président du Directoire	Arnoult Holding SA
Administrateur - Membre du Directoire	Sogemab SA
Président-directeur général	Rungis Actions SAS
Philippe BERNAND depuis le 30 septem	bre 2014
Président du Directoire	Aéroports de Lyon
Représentant Permanent d'Aéroports de Lyon (Présidence)	Aéroports de Lyon Management et Services
Administrateur Vice-Président	UAF
Administrateur	Joint-Venture Lyon Duty Free / Centre d'Étude et de Prospective Stratégique / Alfa Aci
Co-gérant	SCI familiale PEGASE investissements
Gilles BOISSONNET	
Président	Foncière Altarea
Président du Directoire	Altarea France
Administrateur unique	Altarea Italia
Directeur général	Altager/Atlas
Gérant	Altarea France / Les Clausonnes Investissement / Socobac / Société Civile Jouffroy 2
	Alta Saint Honoré / Alta CRP Vivienne / Alta CRP Montmartre / Alta Berri / Alta Mantes Gambetta
	Foncière Cezanne Matignon / Foncière Cezanne Mermoz / Matignon Commerce / Ori Alta
Représentant Permanent de Altarea France	SCI Alta Nouveau Port La Seyne / SCI Bercy Village 2 / SCI Espace Grand Rue / SCI du Petit Menin
	SNC Alta CRP Mougins / SNC Alta Thionville / SNC Alta Troyes / SNC Monnet Liberté
	Société pour la Réhabilitation, l'Aménagement et la Construction
Représentant Permanent de Foncière Altarea	Alta Kléber / Alta Roosevelt
Représentant Permanent de Atlas	Altarea
Martine BONNY	
Inspectrice Générale de l'Administration du Développement Durable	Ministère du Logement, des Transports et du Développement Durable
Commissaire-adjoint du Gouvernement	Grand Port Maritime de Marseille-Fos
Contrôleur de gestion	GIE Dragages-Ports
Bruno BORREL	
Administrateur	Banque Populaire Rives de Paris (SA)
Associé Gérant	Société Basco-Savoyarde d'Investissement et de Management (SARL)
Dirigeant	Groupe ODEON
Éric DUMAS	
Président	Alta Drouot
Administrateur	Altarea Italia
Gérant	SNC Altarea Management
Représentant Permanent de Alta Drouot	Alta Blue

RAPPORT FINANCIER

Nom/nature du mandat	Société
Jean-François FAVRE	
Président	JF Favre Conseils
Gérant	SNC Cœur Chevilly
Mireille FLAM jusqu'au 19 mai 2014	
Présidente du Conseil de Surveillance	Sogaris (SA)
Afaf GABELOTAUD depuis le 20 mai 20	014
Présidente	Pavillon de l'Arsenal / Parc Omnisport de Paris Bercy / Bercy Arena
Vice-Présidente	SEMAEST
	Paris Batignolles Aménagement / Paris Musées / FRAC / Parisienne de la Photographie
Administratrice	ICI / Le BAL / Paris Ateliers / CENECA / Promosalons / Fondation Louis Lépine
	Syndicat interdépartemental des terrains concédés à la SOGARIS
Associée	ICAR services (SARL)
Jacques GALVANI	
Executive Director	Altarea Cogedim
Éric GIRY	
	ADEME
Membre du Conseil d'Administration	Office Français de l'Immigration et de l'Intégration
	Voies Navigables de France (VNF)
Commissaire du Gouvernement	Haut Conseil de la Coopération Agricole (HCCA)
	Institut National de la Qualité et de l'Origine (INAO)
Thomas GOSSET	
Administrateur représentant l'État au Conseil d'Administration	SOVAFIM SA/LFB SA
Membre du Conseil de Surveillance représentant l'État	RTE
Marc HERVOUET	
Duá ai ala ura	CGI
Président	Rungis Volaille Plus (SA Coopérative à C.A.)
Description of Description	MMCC Conseil de SAS COURTIN HERVOUET & ASSOCIES
Représentant du Président	SAS COURTIN HERVOUET & ASSOCIES DE SAS COTTIN
Gérant	MMCC Conseil
Christian HERVY	
	SEMHACH pour la gestion de la géothermie à Chevilly-Larue
Président	Syndicat intercommunal des établissements du second cycle du second degré du district de l'Hay-les-Roses
	Association des communes et communautés du Grand Orly
Vice-Président	Syndicat Intercommunal d'Exploitation et de Valorisation des Déchets
Administrateur	SADEV 94 (SAEM)
Membre	Syndicat Interdépartemental pour la gestion des terrains concédés à SOGARIS
Membre du bureau	Syndicat Mixte Paris Métropole

RAPPORT FINANCIER

Nom/nature du mandat	Société
Stéphane LAYANI	
Représentant le gérant (SEMMARIS)	SCI Bureau Rungis International
	SOLAAL
Administrateur	ASPEN France
	GIE Marchés de Gros
Membre du Board	WUWM
Trésorier	Fédération Française des Marchés de Gros
Christian PÉPINEAU	
Administrateur	Rungis Action (SASCV)
Administrateur	Grefel (SA)
Administrateur	Residetape
Sylvie PLANET jusqu'au 15 octobre 2014	
Administratrice	Service Médico Social des Halles
Jeanne-Marie PROST	
Membre du Conseil de surveillance, représentant de l'État	Thales
Alain TARAVELLA	
Président du Conseil de Surveillance	Altarea France / Cogedim
Président	Alta Patrimoine / Altafi 2 / Altafi 3 / Altager / Alta Groupe / Altapar / Atlas / SAS Altafi 5
Administrateur	Altarea Espana, SLU / Alta Blue / Boursorama
Gérant	Altarea
Représentant Permanent de Altarea	Alta Blue / Alta Rungis / Alta Delcasse / Alta Développement Italie / Altalux Italy Sarl / Altalux Spain Sarl / Alta Spain Archibald BV / Alta Spain Castellana BV
Représentant Permanent de Alta Faubourg	Alta Saint Germain
Représentant Permanent de Atlas	Altarea
Représentant Permanent de Alta Blue	Aldeta
Représentant Permanent de Altafi 2	Altarea / Altareit

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2014 (en €)

		Exercice N-1		
ACTIF	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles	1 499 430	923 713	575 717	461 861
Autres (logiciels)	1 306 045	923 713	382 332	28 028
Marque commerciale	91 326		91 326	91 326
Immobilisations en cours (logiciels)	102 059		102 059	342 507
Immobilisations corporelles propres à la société	2 708 371	2 403 806	304 565	365 654
Terrains	64 138		64 138	64 138
Constructions	163 068	163 068		
Matériel et outillage	227 392	222 656	4 735	767
Matériel de transport	111 039	107 802	3 237	
Mobilier et matériel de bureau et informatique	1 803 249	1 570 795	232 454	300 748
Agencements et installations	339 484	339 484		
Immobilisations en cours				
Immobilisations corporelles du domaine concédé	593 681 930	162 058 624	431 623 306	422 996 288
Immobilisations non renouvelables				
Terrains	6 850 091		6 850 091	6 850 091
Constructions	275 090 928		275 090 928	268 570 379
Agencements et installations générales et divers	62 113 766		62 113 766	51 443 621
Immobilisations renouvelables				
Matériel et outillage	126 413 297	83 947 356	42 465 941	47 524 961
Agencements et installations	115 592 459	78 111 267	37 481 192	39 604 301
Immobilisations en cours	7 471 052		7 471 052	9 001 312
Avances et acomptes sur immobilisations	150 337		150 337	1 622
Immobilisations financières	11 505 857		11 505 857	11 693 662
Participations	10 411 079		10 411 079	10 411 079
Créances rattachées à des participations	842 858		842 858	1 030 663
Autres titres immobilisés	20 085		20 085	20 085
Prêts				
Autres	231 834		231 834	231 834
Total I	609 395 587	165 386 142	444 009 445	435 517 464
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Autres approvisionnements				
Avances et acomptes versés	12 557		12 557	11 136
Créances d'exploitation	24 740 908	1 408 980	23 331 928	20 352 143
Clients et comptes rattachés	18 830 422	1 408 980	17 421 441	15 015 963
Autres débiteurs	5 786 015		5 786 015	5 124 285
Créances diverses	124 471		124 471	211 895
Valeurs mobilières de placement	55 411 678	1 318	55 410 360	58 740 741
Actions				
Autres titres	55 411 678	1 318	55 410 360	58 740 741
Disponibilités	13 122 628		13 122 628	1 309 518
Banques et chèques postaux	13 097 239		13 097 239	1 279 300
Caisses	3 960		3 960	6 789
Régies d'avance	21 429		21 429	23 429
Charges constatées d'avance	1 248 462		1 248 462	1 384 143
Total II	94 536 233	1 410 298	93 125 934	81 797 681
Charges à répartir				
Primes de remboursement des obligations				
TOTAL GÉNÉRAL	703 931 820	166 796 440	537 135 380	517 315 145

RAPPORT FINANCIER

PASSIF	Avant ré	Avant répartition			
FASSIF	Exercice N	Exercice N-1			
CAPITAUX PROPRES					
Capital	14 696 158	14 696 158			
Prime d'apport	15 050 703	15 050 703			
Réserve légale	1 469 616	1 469 616			
Autres réserves					
Report à nouveau	50 909 040	43 725 032			
Résultat de l'exercice	13 884 203	13 178 494			
Sous-total situation nette	96 009 720	88 120 002			
Autres fonds propres – droits du concédant					
Subventions nettes reçues	69 352 776	68 561 788			
Amortissements de caducité	259 477 233	246 979 094			
Autres (provisions pour renouvellement utilisées)	23 389 392	23 389 392			
Sous-total droits du concédant	352 219 401	338 930 274			
Total I	448 229 121	427 050 276			
PROVISIONS					
Provisions pour risques	951 165	547 045			
Provisions pour charges	340 327	193 784			
Total II	1 291 492	740 829			
DETTES					
Dettes financières	29 608 731	33 511 097			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	9 921 021	14 969 193			
Autres dettes financières	19 687 710	18 541 904			
Avances et acomptes reçus	298 344	735 187			
Dettes d'exploitation	20 582 944	20 766 343			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	9 483 145	9 102 470			
Dettes fiscales et sociales	10 380 823	11 078 454			
Autres	718 986	585 419			
Dettes diverses	12 706 204	9 891 255			
Dettes sur immobilisations	10 782 594	8 056 442			
Autres	1 923 610	1 834 812			
Produits constatés d'avance	24 418 544	24 620 159			
Total III	87 614 767	89 524 041			

TOTAL GÉNÉRAL	537 135 380	517 315 145

COMPTE DE RÉSULTAT

(en liste) EXERCICE 2014 (en €)

Sur rémunérations 365 482 334 976 Autres 1224 093 1168 732 To Représe de personnel 17 680 239 17 895 69		Exerci	ce N	Exercice	N-1
Prestations de services		Montants HT		Montants HT	
- Produits proportionnels	PRODUITS D'EXPLOITATION				
- Produits ordinaires - Produits of services concédés - 2 114 311 - 2 2075 230 - Produits des activités annexes et remises accordées - 25 643 868 - 25 028 601 - Produits des activités annexes et remises accordées - 600 078 - 100 590 101 507 - 107 87 1 107 8	Prestations de services				
- Produits sur services concédés					
- Charges récupérables — Produits des activités annexes et remises accordées 600 998 555 047 - Produits des activités annexes et remises accordées 600 998 555 047 - Produits des activités annexes et remises accordées 600 998 555 047 - Produits des activités annexes et remises accordées 600 998 100 599 101 - Reprises ur provisions 400 527 400 527 193 957 133 95 - Reprises ur provisions 2271 311 271 313 360 045 369 00 - Produits des activités annexes et remises accordées 271 311 271 313 360 045 369 00 - Produits des tabusentions d'exploitation 55 865 51 829 97 139 857 - Produits duits et subrentions d'exploitation 55 865 51 829 97 169 56 - Produits des tabusentions d'exploitation 55 865 51 829 97 66 56 - Produits des tabusentions d'exploitation 55 865 51 829 97 66 56 - Produits des certaires 25 821 - Produits des certaires 31 240 - Presonnel activitéer 31 240 - Presonnel activitéer 31 240 - Presonnel 31 240 - Pres					
- Produits divers — Produits divers — Produits days activités annexes et remises accordées — 606 098 — 555 047 093 79 093 79 093					
Produits des activités annexes et remises accordées 00.098					
Montant du chiffre d'affaires 100 590 101 97 081 71					
Reprises sur provisions		606 098	400 500 404	555 047	07.004.747
Transfert de charges		400 507		102.057	
Autres produits et subventions d'exploitation 55 565 5555 51 829 51 827 107AL I 101317 504 77 696 56 CHARGES D'EXPLOITATION					
TOTAL					
CHARGES D'EXPLOITATION 38 726 87 38 726 88 Achats stockés Achats ston stockés de matières premières 6.652 891 6.571 619		33 303		31027	
Consommation de l'exercice 39 292 347 38 726 87 Achats stockés - Autres approvisionsmements 259 821 328 062 - Autres approvisionsmements 6 652 891 6 571 619 - Personnel extérieur 1 134 240 1 182 302 - Personnel extérieur 3 1 34 240 1 182 302 - Autres 31 245 395 30 644 908 - Impôts, taxes et versements assimilés 1 589 575 1 503 70 - Sur rémunérations 365 482 334 976 - Autres 1 284 093 1 7 680 239 1 188 732 - Charges de personnel 1 20 4073 1 186 732 - Charges de personnel 1 0 891 326 11196 832 - Charges sociales 6 788 913 6 698 867 - Charges sociales 6 788 913 6 698 867 - Charges sociales 6 788 913 6 698 867 - Sur rémunérations 1 405 521 1 1122 176 - Sur rémunóblisations 1 50 52 52 52 52 52 52 52 52 52 52 52 52 52			101317304		77 070 307
Achats stockés - Autres approvisionnements - Autres approvisionnements - Achats non stockés de matières premières - Achats non stockés de matières premières - Personnel extérieur - Personnel extérieur - Autres - Autres - Autres - 1 134 240 - Autres - 1 139 575 - 30 644 908 - 1 1589 575 - 30 644 908 - 30 648 908 - 30			39 292 347		38 726 892
- Autres approvisionnements			0, 2,204,		00 / 20 0 / 2
Achats non stockés de matières premières Services extérieurs - Personnel extérieur - Autres 1 134 245 395 30 644 908 Impôts, taxes et versements assimilés 1 134 240 93 1 158 9575 3 34 976 Autres 1 1224 093 1 158 732 Autres 1 17 680 239 1 186 732 Autres 1 198 913 26 Autres 1 198 913 27 Autres 1 198 914 914 918 918 918 918 918 918 918 918 918 918		259 821		328 062	
Services extérieurs					
- Autres 31 245 395 30 644 908 Imp6ts, taxes et versements assimilés 1 589 575 31 597 76					
Impôts, taxes et versements assimilés 1 589 575 1 503 70	– Personnel extérieur	1 134 240		1 182 302	
Sur rémunérations 365 482 334 976 Autres 1224 093 1168 732 To Représe de personnel 17 680 239 17 895 69	– Autres	31 245 395		30 644 908	
Autres	Impôts, taxes et versements assimilés		1 589 575		1 503 707
Charges de personnel	Sur rémunérations				
Salaires et traitements	Autres	1 224 093		1 168 732	
Charges sociales			17 680 239		17 895 699
Dotations aux amortissements et provisions 23 812 771 23 618 14					
Sur immobilisations		6 788 913		6 698 867	
Provisions sur actif circulant 358 446 1198		40 405 504	23 812 771	44.400.477	23 618 141
Provisions pour risques et charges 318 048 803					
Autres charges 315 067 315 067 213 794 213 797 TOTAL II 82 689 999 81 958 23 1) RESULTAT DEXPLOITATION (I-II) 18 627 505 15 738 33 Produits financiers 2 996 059 2 698 46 De participation 1 659 703 1532 247 Pautres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé 5 022 18 Reprises sur provisions Cession valeurs mobilières 1 237 617 33 529 Différence positive de change 1 237 617 31 33 529 Différence négative de change 2 66 Intérêts et charges assimilées 3 99 342 542 590 Différence négative de change 3 99 342 542 590 Différence négative de change 3 99 608 542 75 Dotations aux amortissements et provisions Intérêts et charges assimilées 3 99 342 542 590 Différence négative de change 3 99 608 542 75 TOTAL III 2 996 059 2 698 46 Charges financières 3 99 608 542 75 TOTAL IV 2 596 451 2 2152 71 3 RESULTAT FINANCIER (III-IV) 2 596 451 2 2152 71 3 RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (1+2) 2 1223 957 17 894 04 Produits exceptionnels 3 804 749 2 790 20 Sur opérations de gestion 1 130 183 10 33 361 Sur opérations de cession éléments actifs 1 640 732 Autres Autres 3 38 33 668 499 Reprises sur provisions 1 187 800 5 812 Sur opérations en capital Produits de cession éléments actifs 1 640 732 Autres 3 38 33 688 499 Reprises sur provisions 1 187 800 5 812 Sur opérations en capital Produits de cession éléments actifs 1 87 802 5 812 Sur opérations en capital Produits de cession éléments cédés 2 121 273 194 513 Autres Charges exceptionnelles 3 2 579 473 3 356 36 Sur opérations en capital Autres 1 87 802 5 812 Sur opérations en capital Produits de cession éléments cédés 2 121 273 194 513 Autres Autres 2 790 20 Autres 3 804 749 2 2790 20 Autres 4 805 767 631 767 631 767 631 767 631 767 631 767 631 767 631 1767 631 767 631 1767 631					
TOTAL II			215.047		212 704
1		313 007		213 / 94	
Produits financiers 2 996 059 2 698 46 De participation 1 659 703 1 532 247 O'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé 5 022 1 8 Reprises sur provisions 93 717 33 529 Différence positive de change 3 1 132 666 TOTAL III 2 996 059 2 698 46 Charges financières 399 608 542 75 Dotations aux amortissements et provisions 266 Intérêts et charges assimilées 399 342 542 590 Différence négative de change 161 Cession valeurs mobilières 399 342 542 590 Différence négative de change 161 Cession valeurs mobilières 399 342 542 590 Différence négative de change 161 Cession valeurs mobilières 399 342 542 590 Différence négative de change 161 Cession valeurs mobilières 399 342 542 590 Différence négative de change 399 608 542 75 2) RÉSULTAT ENDANCIER (III-IV) 2 804 749 2 155 71					15 720 234
De participation					
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé Reprises sur provisions Différence positive de change Cession valeurs mobilières 1 237 617 1 132 666 TOTAL III 1 2 996 059 Dotations aux amortissements et provisions Différence négative de change Différence négative de change Différence négative de change Cession valeurs mobilières Différence négative de change Différence négative de change Cession valeurs mobilières DIFÉRENCE (III-IV) DIFÉRENCE (III-IV-IV) DIFÉRENCE (III-IV-IV) DIFÉRENCE (III-IV-IV-IVI-IV-IVIIV) DIFÉRENCE (III-IV-IV-IVI-IV-IVIIV-IVIIV-III) DIFÉRENCE (III-IV-IV-IVI-IV-IVIIV-IVIIV-III) DIFÉRENCE (III-IV-IV-IVI-IV-IVIIV-IVIIV-III) DIFÉRENCE (III-IV-IV-IVI-IV-IVIIV-III) DIFÉRENCE (III-IV-IV-IVI-IV-IVIIV-III) DIFÉRENCE (III-IV-IV-IVI-IV-IVI-IV-III) DIFÉRENCE (III-IV-IV-IVI-IV-IVIIV-III) DIFÉRENCE (III-IV-IV-IV-IV-IVI-IV-III) DIFÉRENCE (III-IV-IV-IV-IV-IV-IV-IV-IV-IV-IV-IV-IV-		1 659 703	2 770 007	1 532 247	2 070 402
Reprises sur provisions Différence positive de change Cession valeurs mobilières 1 237 617 1 132 666 TOTAL III 2 996 059 2 698 46 Charges financières 3 399 608 542 75 Dotations aux amortissements et provisions Dotations aux amortissements et provisions 1 666 Intérêts et charges assimilées 1 399 342 542 550 Différence négative de change Cession valeurs mobilières TOTAL IV 2 996 081 2 542 75 2 12 23 957 17 894 04 2 790 20 2 804 749 2 790 20 2 804 749 2 790 20 2 804 749 2 790 20 2 804 749 2 790 20 2 804 749 2 790 20 2 804 749 2 790 20 2 804 749 2 790 20 2 804 749 2 790 20 2 804 749 2 790 20 2 804 749 2 790 20 2 804 749 2 790 20 2 804 749 2 790 20 2 804 749 2 790 20 2 804 749 2 790 20 2 804 749 2 790 20 2 804 749 2 805 562 2 865 562 2 865 562 2 865 562 2 867 9473 3 356 36 2 870 967 810 818 802 2 804 749 2 790 20 2 804 749 2 804					
Différence positive de change 1 237 617					
Cession valeurs mobilières 1 237 617 1 132 666 TOTAL III 2 996 059 2 698 46 Charges financières 399 608 542 75 Dotations aux amortissements et provisions Intérêts et charges assimilées 399 342 542 590 Différence négative de change 161 252 596 451 542 590 Cession valeurs mobilières 399 608 542 75 542 590 TOTAL IV 399 608 542 75 2 155 71 37 85 UTIAT FINANCIER (III-IV) 2 596 451 2 155 71 2 155 71 37 894 04 2 155 71 37 894 04 2 155 71 37 894 04 2 155 71 37 894 04 39 608 542 75 2 155 71 37 894 04 39 608 542 75 2 155 71 37 894 04 39 608 542 75 2 155 71 37 894 04 39 608 542 75 2 155 71 37 894 04 39 608 542 75 2 155 71 37 894 04 39 608 34 75 75 37 894 04 39 608 34 275 2 155 74 37 894 04 39 70 20 30 80 30 80 30 80 30 80 30 80 30 80 30					
Charges financières 399 608 542 75	Cession valeurs mobilières	1 237 617		1 132 666	
Dotations aux amortissements et provisions	TOTAL III		2 996 059		2 698 462
Intérêts et charges assimilées Différence négative de change Cession valeurs mobilières TOTAL IV 399 608 2 542 75 2) RÉSULTAT FINANCIER (III-IV) 30 859 451 2 155 71 3) RÉSULTAT FOURANT AVANT IMPÔTS (1+2) 2 1223 957 2 7790 20 Sur opérations de gestion 31 130 183 31 083 361 - Produits de cession éléments actifs 1 640 732 Autres 33 833 668 499 Reprises sur provisions 1 640 732 Autres 33 833 668 499 Reprises sur provisions 1 856 562 Transferts de charges 1 870 20 Charges exceptionnelles 2 804 749 2 790 20 Charges exceptionnelles 2 804 749 3 356 36 Sur opérations de gestion 187 802 5 812 Sur opérations en capital - Valeur comptable des éléments cédés 2 121 273 194 513 - Autres Dotations aux amortissements et provisions TOTAL VI 2 579 473 3 356 36 Autres Dotations aux amortissements et provisions TOTAL VI 2 2 579 473 3 356 36 Autres Dotations aux amortissements et provisions TOTAL VI 2 2 579 473 3 356 36 Autres Dotations en capital - Valeur comptable des éléments cédés 2 121 273 194 513 - Autres Dotations aux amortissements et provisions TOTAL VI 2 579 473 3 556 36 Autres Dotations en capital - Valeur comptable des éléments cédés 2 121 273 194 513 - Autres Dotations en capital - Valeur comptable des éléments cédés 2 121 273 195 043 Autres Dotations en capital - Valeur comptable des éléments cédés 2 121 273 196 043 Dotations aux amortissements et provisions TOTAL DES PRODUITS (IIII VI) 107 118 312 103 185 23 TOTAL DES PRODUITS (I+III+V) 103 185 23 TOTAL DES CHARGES (III+IV+VI+VIIII)	Charges financières		399 608		542 751
Différence négative de change Cession valeurs mobilières S42 75 Cession valeurs mobilières Cession valeurs mobilières Cession valeurs mobilières Cession valeurs mobilières Cession valeurs valeurs valeurs Cession valeurs va	Dotations aux amortissements et provisions	266			
Cession valeurs mobilières TOTAL IV 399 608 542 75 71 785 SULTAT FINANCIER (III-IV) 2 1 223 957 17 894 04 2 1 223 957 17 894 04 2 790 20 20 20 20 20 20 20 20	Intérêts et charges assimilées	399 342		542 590	
TOTAL IV 2) RÉSULTAT FINANCIER (III-IV) 2) E596 451 2) RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (1+2) 2) E2 3957 2) RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (1+2) 2) 21 223 957 2) 70 20 Sur opérations de gestion 31 130 183 361 - Produits de cession éléments actifs - Produits exceptionnelles - Produits de cession éléments actifs - Produits exceptionnelles - Produits de cession éléments actifs - Produits exceptionnelles - Produits de cession éléments actifs - Produits exceptionnelles - Produits de cession expertionnelles - Produits de cession	Différence négative de change			161	
2 RÉSULTAT FINANCIER (III-IV) 2 596 451 2 155 71 3) RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (1+2) 21 223 957 17 894 04 17 894 04 18	Cession valeurs mobilières				
3) RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (1+2) 21 223 957 17 894 04 2 790 20			399 608		542 751
Produits exceptionnels 2 804 749 2 790 20 Sur opérations de gestion 1 130 183 1 083 361 Sur opérations en capital					2 155 712
Sur opérations de gestion 1 130 183 1 083 361 Sur opérations en capital					
Sur opérations en capital	Produits exceptionnels	1 100 100	2 804 749		2 790 203
- Produits de cession éléments actifs Autres 33 833 668 499 Reprises sur provisions TOTAL V 2804 749 Charges exceptionnelles 50 2 579 473 50 356 36 Sur opérations en capital - Valeur comptable des éléments cédés - Autres 50 2 121 273 - Autres 50 2 121 273 50 270 397 50 20 20 20 20 20 20 20 20 20 20 20 20 20		1 130 183		1 083 361	
Autres 33 833 668 499 Reprises sur provisions 856 562 Transferts de charges 181 780 TOTAL V 2 804 749 2 790 20 Charges exceptionnelles 2 579 473 356 36 Sur opérations de gestion 187 802 5 812 Sur opérations en capital - Valeur comptable des éléments cédés 2 121 273 194 513 - Autres 270 397 156 043 Dotations aux amortissements et provisions TOTAL VI 2 579 473 356 36 A) RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI) 225 276 2 433 83 Participation des salariés (VIII) 726 886 726 886 757 631 757 631 Impôts sur les bénéfices (VIII) 6 838 144 6 338 144 6 391 755 6 391 75 TOTAL DES PRODUITS (I+III+V) 107 118 312 103 185 23		4 (40 700			
Reprises sur provisions 856 562 Transferts de charges 181 780 TOTAL V 2 804 749 2 790 20 Charges exceptionnelles 2 579 473 356 36 Sur opérations de gestion 187 802 5 812 Sur opérations en capital - Valeur comptable des éléments cédés 2 121 273 194 513 - Autres 270 397 156 043 Dotations aux amortissements et provisions 2 579 473 356 36 TOTAL VI 2 579 473 356 36 4) RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI) 225 276 2 433 83 Participation des salariés (VII) 726 886 726 886 757 631 <td></td> <td></td> <td></td> <td>//0.400</td> <td></td>				//0.400	
Transferts de charges		33 833			
TOTAL V 2 804 749 2 790 20 Charges exceptionnelles 2 579 473 356 36 Sur opérations de gestion 187 802 5 812 Sur opérations en capital - Valeur comptable des éléments cédés 2 121 273 194 513 - Autres 270 397 156 043 Dotations aux amortissements et provisions 2 579 473 356 36 4) RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI) 225 276 2 433 83 Participation des salariés (VII) 726 886 726 886 757 631					
Charges exceptionnelles 2 579 473 356 36 Sur opérations de gestion 187 802 5 812 Sur opérations en capital			2 204 740	101 / 00	2 700 202
Sur opérations de gestion 187 802 5 812 Sur opérations en capital Valeur comptable des éléments cédés Autres Dotations aux amortissements et provisions 2 121 273 194 513 156 043 156 043 Dotations aux amortissements et provisions 2 579 473 356 36 4) RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI) 225 276 2 433 83 Participation des salariés (VII) 726 886 726 886 757 631 757 631 Impôts sur les bénéfices (VIII) 6 838 144 6 838 144 6 391 755 6 391 75 TOTAL DES PRODUITS (I+III+V) 107 118 312 103 185 23 TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII+VIII) 93 234 109 90 006 73					
Sur opérations en capital - Valeur comptable des éléments cédés - Autres Dotations aux amortissements et provisions TOTAL VI 2 579 473 3 156 043 2 121 273 270 397 156 043 2 579 473 3 356 36 4) RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI) 2 25 276 2 433 83 Participation des salariés (VII) 726 886 726 886 757 631 757 63 Impôts sur les bénéfices (VIII) 6 838 144 6 838 144 6 391 755 6 391 75 TOTAL DES PRODUITS (I+III+V) 107 118 312 103 185 23 TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VIII+VIII) 93 234 109 90 006 73		187 802	2 3/9 4/3	5 Q12	330 308
- Valeur comptable des éléments cédés 2 121 273 194 513 156 043 Dotations aux amortissements et provisions TOTAL VI 2579 473 356 36 4) RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI) 225 276 2 433 83 Participation des salariés (VII) 726 886 726 886 757 631 757 631 Impôts sur les bénéfices (VIII) 6 838 144 6 838 144 6 391 755 6 391 75 TOTAL DES PRODUITS (I+III+V) 107 118 312 103 185 23 TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VIII+VIII) 93 234 109 90 006 73		107 002		3012	
- Autres		2 121 272		10// 512	
Dotations aux amortissements et provisions TOTAL VI 2 579 473 356 36 4) RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI) 225 276 2 433 83 Participation des salariés (VII) 726 886 726 886 757 631 757 631 Impôts sur les bénéfices (VIII) 6 838 144 6 838 144 6 391 755 6 391 75 TOTAL DES PRODUITS (I+III+V) 107 118 312 103 185 23 TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VIII+VIII) 93 234 109 90 006 73					
TOTAL VI 2 579 473 356 36 4) RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI) 225 276 2 433 83 Participation des salariés (VII) 726 886 726 886 757 631 757 631 Impôts sur les bénéfices (VIII) 6 838 144 6 838 144 6 391 755 6 391 75 TOTAL DES PRODUITS (I+III+V) 107 118 312 103 185 23 TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VIII+VIII) 93 234 109 90 006 73		2/0 37/		150 045	
4) RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI) 225 276 2 433 83 Participation des salariés (VII) 726 886 726 886 757 631 757 631 Impôts sur les bénéfices (VIII) 6 838 144 6 838 144 6 391 755 6 391 75 TOTAL DES PRODUITS (I+III+V) 107 118 312 103 185 23 TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VIII+VIII) 93 234 109 90 006 73			2 570 472		327 370
Participation des salariés (VII) 726 886 726 886 757 631 757 631 Impôts sur les bénéfices (VIII) 6 838 144 6 838 144 6 391 755 6 391 75 TOTAL DES PRODUITS (I+III+V) 107 118 312 103 185 23 TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII+VIII) 93 234 109 90 006 73					
Impôts sur les bénéfices (VIII) 6 838 144 6 838 144 6 391 755 6 391 75 TOTAL DES PRODUITS (I+III+V) 107 118 312 103 185 23 TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII+VIII) 93 234 109 90 006 73		726 886		757 631	
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V) 107 118 312 103 185 23 TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII+VIII) 93 234 109 90 006 73					
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII+VIII) 93 234 109 90 006 73	· ·	0 000 174		0 071 700	
	BÉNÉFICE		13 884 203		13 178 494

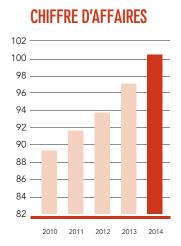
FLUX DE TRÉSORERIE

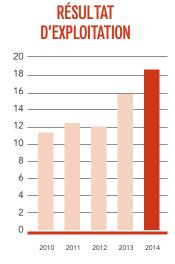
EXERCICE 2014 (en €)

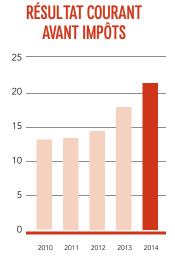
	Exercice N	Exercice N-1
Flux de trésorerie liés à l'activité (opérations courantes)		
Résultat de l'exercice	13 453 894	11 300 794
Dotations aux amortissements et provisions sur actifs	10 764 234	11 636 354
Reprises dotations aux amortissements et provisions sur actifs	-494 244	-339 492
Dotations aux provisions du passif	13 048 803	11 981 786
Reprises dotations aux provisions du passif		
Total I	36 772 686	34 579 443
Flux de trésorerie liés à l'activité (opérations exceptionnelles)		
Résultat de l'exercice	430 309	1 877 699
Dotations aux amortissements et provisions sur actifs		
Reprises dotations aux amortissements et provisions sur actifs		-89 472
Dotations aux provisions du passif		
Reprises dotations aux provisions du passif		-655 083
Plus ou moins-values de cessions	480 541	194 513
Total II	910 850	1 327 657
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT (I+II)	37 683 536	35 907 100
Créances clients et comptes rattachés	-2 363 397	-1 546 452
Autres créances d'exploitation	-440 047	398 345
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	380 665	259 020
Autres dettes d'exploitation	-1 113 724	3 740 277
Variation du besoin en fonds de roulement	-3 536 503	2 851 190
FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS À L'ACTIVITÉ	34 147 033	38 758 290
Flux de trésorerie liés à l'investissement		
Acquisitions d'immobilisations	-21 112 864	-17 561 171
Cessions d'immobilisations	1 828 537	394 820
Autres encaissements et décaissements	2 726 152	-2 418 070
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	-16 558 175	-19 584 420
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement		
Variation de capital et autres fonds propres	790 988	245 854
Dividendes versés	-5 994 486	-4 988 959
Encaissements de nouveaux emprunts		
Remboursements d'emprunts	-5 118 904	-4 974 801
Autres variations financières	1 216 537	973 691
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	-9 105 864	-8 744 214
Trésorerie nette à l'ouverture	60 051 311	49 621 655
Trésorerie nette à la clôture	68 534 305	60 051 311
VARIATION DE TRÉSORERIE	8 482 994	10 429 656

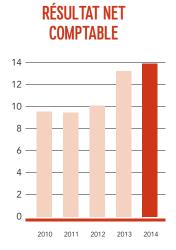
ÉVOLUTIONDES CHIFFRES CLÉS

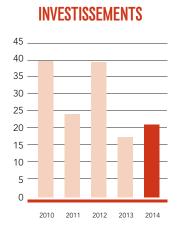
en millions d'euros

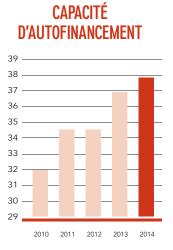












ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RÉSULTAT

de l'exercice 2014

1 - FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

La rénovation des pavillons du secteur des fruits et légumes, entreprise début 2013, a été finalisée en septembre 2014. La requalification de l'espace de vente était devenue indispensable pour répondre aux attentes des grossistes et des acheteurs. Les travaux, réalisés en concertation avec les grossistes, ont permis d'améliorer la commercialité, la fonctionnalité, l'esthétique et la sécurité des pavillons, tout en s'inscrivant dans une démarche de développement durable.

Le schéma directeur de rénovation architecturale et de mise aux normes des immeubles de bureaux appartenant à BRI a été mis en œuvre. Ce projet de 9,5 M€ consiste en une mise aux normes de l'accessibilité, conformément à la réglementation, et à la recherche de solutions architecturales permettant de donner une nouvelle image du bâti dans une démarche de développement durable.

Ce plan de rénovation permettra de fidéliser la clientèle présente et de favoriser la commercialité. L'achèvement de la rénovation du G5d en décembre 2014 constitue la première étape de ce plan.

Concernant notre participation minoritaire dans la JV Shanghai Rungis Market Management Co, Ltd: le processus de résiliation anticipée du contrat de la JV qui avait été engagé fin 2012 a abouti en janvier 2014 à la signature d'un accord de cession des parts détenues par la SEMMARIS (33,4%) à Shenzhen HiGreen Investment Management Co., Ltd qui en détenait déjà 20%, et ce en accord avec l'actionnaire majoritaire Shenzhen Agricultural Products Co., Ltd. détenteur de 46,6% du capital. Cette cession, qui était conditionnée par l'obtention du nouveau permis d'exploiter délivré par le ministère de l'Industrie et du Commerce, est intervenue le 27 mars 2014. La cession, qui s'est faite pour un montant de 70 801 €, a généré une moins-value de 22 916€.

2 - PRÉSENTATION DE LA SOCIÉTÉ

En vertu du décret n° 65-325 du 27 avril 1965, la SEMMARIS est concessionnaire de l'État pour la construction et l'exploitation du Marché d'Intérêt National de PARIS-RUNGIS créé par le décret n° 62-795 du 13 juillet 1962 et ce jusqu'au 29 avril 2034, terme de la concession fixé par l'arrêté du 27 février 2003. Il

est toutefois à noter que l'amendement n° 57 à la loi MACRON sur la croissance, l'activité et l'égalité des chances, qui vise à prolonger la mission de la SEMMARIS jusqu'au 31 décembre 2050, a été adopté à l'unanimité par l'Assemblée Nationale le 12 février 2015. Cette disposition est actuellement présentée au Sénat avant son vote définitif par le Parlement.

La SEMMARIS assure sa mission dans le cadre des articles L761-1 et suivants et R761-1 et suivants du Code de Commerce relatifs aux Marchés d'Intérêt National.

3 - RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

3-1 PRINCIPES

Les comptes de l'exercice sont présentés conformément aux dispositions du Plan Comptable Général. Les hypothèses de base de continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables, indépendance des exercices et coûts historiques ont notamment été suivies.

Les informations chiffrées sont fournies, sauf indications contraires, en euros.

3-2 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations de la société sont évaluées à leur coût d'acquisition et sont réparties en deux rubriques :

- Immobilisations propres, constituées d'actifs immobiliers situés en dehors du périmètre de la concession (dite Zone A) et de matériels et mobiliers dissociables de la concession.
- Immobilisations du domaine concédé qui devront être remises gratuitement et en bon état d'usage à l'autorité concédante à la fin du contrat de concession. Conformément à la convention du 23 février 1967 avec l'État, complétant les dispositions du Décret 65-325 du 27 avril 1965 modifié, les bâtiments, constructions et installations de la concession sont propriété de l'État dès leur édification ou leur acquisition par la société.

a) Amortissement de caducité

Les immobilisations du domaine concédé font l'objet d'un amortissement de caducité classé au passif en "autres fonds propres". Cet amortissement a pour objet de ramener la valeur nette comptable des biens de retour à une valeur nulle à l'issue de la concession. Il est calculé :

- Linéairement de la date d'investissement des capitaux jusqu'à celle de la fin de la concession pour la partie financée sur fonds propres ou sur emprunts contractés à partir de l'exercice 2003.
- Sur l'échéancier des crédits pour la partie financée par des emprunts antérieurs à 2003.

La base d'amortissement correspond à la valeur brute des immobilisations diminuée des subventions d'investissement et des provisions pour renouvellement utilisées conformément à leur objet et maintenues au passif du bilan.

b) Amortissement technique

Depuis le 1^{er} janvier 2003, la société applique l'approche par composants (règlement CRC 2002-10 du 12 décembre 2002). Les amortissements sont déterminés en dissociant chaque actif par composants ayant leur propre durée d'utilisation et rythme de renouvellement.

Les immobilisations concédées renouvelables et les immobilisations propres à la société sont amorties sur leur durée d'utilisation, à savoir :

Agencements et installations de 10 à 40 ans
Mobilier et matériel de bureau de 5 à 10 ans
Matériel informatique 5 ans
Véhicules 5 ans

Les structures de bâtiments dont la durée d'utilisation est évaluée à 70 ans, les aménagements généraux et V.R.D. dont la durée d'utilisation est supérieure à la durée de la concession, ne font pas l'objet d'amortissements techniques.

c) Dépréciation des immobilisations

L'environnement technique, économique et juridique auquel l'actif immobilisé de la société est dévolu n'a pas enregistré de changement important. L'approche globale de la valeur nette comptable des immobilisations corporelles, déduction faite des amortissements de caducité déjà pratiqués et inscrits au passif du bilan en Droits du Concédant, ne révèle pas de perte de valeur significative. À ce titre, la concession dans son ensemble est retenue comme unité génératrice de trésorerie.

d) Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement reçues pour assurer le financement des immobilisations sont inscrites au passif du bilan dans les capitaux propres. Elles y sont maintenues et ne font pas l'objet de reprise puisque venant en déduction de la valeur des immobilisations du domaine concédé pour le calcul des amortissements de caducité (cf. note 3-2-a).

3-3 IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

La valeur brute des participations correspond à la valeur d'acquisition. Le cas échéant, des dépréciations sont constatées en tenant compte de la valeur d'inventaire des titres détenus et de l'évolution prévisible des résultats de la société considérée.

3-4 CRÉANCES ET DETTES D'EXPLOITATION

Les créances et dettes sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances sont, le cas échéant, sur la base d'un examen individuel, dépréciées pour tenir compte des risques de non-recouvrement.

3-5 VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT

Les valeurs mobilières de placement sont inscrites à l'actif pour leur valeur d'achat. Le cas échéant, une dépréciation est constatée par rapport au dernier prix du marché.

3-6 AUTRES FONDS PROPRES

En application des dispositions du Plan Comptable Général relatives aux opérations faites dans le cadre des concessions de services publics, la valeur des droits du concédant exigibles en nature au titre des biens en concession inscrits à l'actif est portée au passif du bilan.

Cette rubrique regroupe les subventions d'investissement reçues (cf. note 3-2-d), les amortissements de caducité (cf. note 3-2-a) et les provisions pour renouvellement antérieurement constituées et utilisées conformément à leur objet.

3-7 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Une provision est dotée si la société a une obligation à l'égard de tiers et qu'il est probable ou certain que cette obligation se traduise par une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente attendue de ceux-ci après la clôture des comptes. Ces provisions sont estimées en fonction des données connues de la société à la date d'arrêté des comptes. Le poste "provisions" du compte de résultat regroupe les amortissements de caducité (cf. note 3-2-a) et les provisions pour risques et charges.

3-8 DROITS DE PREMIÈRE ACCESSION

Les Droits de Première Accession correspondant à une entrée dans un bâtiment nouvellement créé ou restructuré sont étalés sur la durée de la concession. Antérieurement portée en produits exceptionnels, l'annuité rapportée au compte de résultat est inscrite en produits d'exploitation depuis le 1er janvier 2004. Pour l'exercice 2014, son montant s'élève à 954 K€. Par ailleurs, jusqu'au 31 décembre 2002, ces recettes étaient fiscalisées au moment de leur facturation

RAPPORT FINANCIER

générant ainsi un impôt payé d'avance. Compte tenu du caractère de ces produits qui relèvent en fait de loyers perçus d'avance, et après avis favorable des Services de la Législation Fiscale, ces recettes reçoivent depuis 2003 une imposition étalée parallèle au traitement comptable.

Les autres Droits de Première Accession concernant des réaffectations de locaux libérés dans le cadre de résiliations sont considérés comme des produits de l'exercice de facturation et inscrits en produits exceptionnels sur opération de gestion.

Les rachats de droits constituent une charge exceptionnelle de l'exercice au cours duquel l'engagement du rachat est conclu.

3-9 ENGAGEMENTS EN MATIÈRE DE RETRAITE

Les engagements en matière d'Indemnités de Fin de Carrière à verser aux salariés partant à la retraite font l'objet d'un contrat spécifique à cotisations définies avec un organisme extérieur de gestion collective. Les engagements au titre des droits à indemnités sont financés en partie par le montant du Fonds constitué et par un paiement complémentaire lequel paiement est constaté en charges de la période à laquelle il se rapporte. Les engagements sont ainsi intégralement financés.

Le montant des paiements futurs correspondant aux avantages accordés aux salariés est évalué sur la base d'hypothèses d'évolution des salaires, des charges sociales patronales, d'âge de départ et de probabilité de versement. Ces paiements futurs sont ramenés à leur valeur actuelle en utilisant un taux d'actualisation déterminé en fonction du taux des emprunts d'État à 10 ans et des primes de risque observées sur les émissions obligataires des entreprises industrielles et commerciales de première catégorie.

4 - CONSOLIDATION

Conformément aux dispositions de l'article 233-19 du Code de Commerce, en dérogation des principes comptables, la société ne publie pas de comptes consolidés, ses filiales et participations étant d'importance négligeable.

5 - COMPLÉMENTS D'INFORMATION RELATIFS AU BILAN

5-1 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (en euros)

Valeur brute des immobilisations incorporelles	Valeur brute au début de l'exercice	Acquisitions et créations	Diminutions	Virements de poste à poste	Valeur brute en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles propres à la société					
Autres (logiciels)	869 571			436 473	1 306 045
Immobilisations en cours	342 507	196 026		-436 473	102 059
Immobilisations incorporelles du domaine concédé					
Marque commerciale (1)	91 326				91 326
TOTAL	1 303 404	196 026			1 499 430

(1) En 1997, la Société a acheté la marque «Rungis Actualités». Cette immobilisation incorporelle d'un montant de 91 326€ a été classée en «immobilisation non-renouvelable du domaine concédé». Elle fait l'objet d'un amortissement de caducité sur la durée de la concession.

5-2 IMMOBILISATIONS CORPORELLES (en euros)

Valeur brute des immobilisations corporelles	Valeur brute au début de l'exercice	Acquisitions et créations	Diminutions	Virements de poste à poste	Valeur brute en fin d'exercice
Immobilisations corporelles propres à la société	2 681 546	69 139	42 315		2 708 371
Terrains	64 138				64 138
Constructions	163 068				163 068
Matériel et outillage	222 922	4 470			227 392
Matériel de transport	107 439	3 600			111 039
Mobilier, matériel de bureau et informatique	1 784 494	61 069	42 315		1 803 249
Agencements, installations	339 484				339 484
Immobilisations en cours					
Immobilisations du domaine concédé	576 054 438	20 847 699	3 220 207		593 681 930
Immobilisations non renouvelables					
Terrains	6 850 091				6 850 091
Constructions	268 570 379		70 840	6 591 389	275 090 928
Agencements, installations et divers	33 024 122			10 670 145	43 694 267
Aménagement des terrains (VRD)	18 419 499				18 419 499
Immobilisations renouvelables					
Matériel industriel	126 384 584		886 777	915 490	126 413 297
Agencements, installations	113 802 828		696 259	2 485 889	115 592 459
Immobilisations en cours	9 001 312	20 698 984	1 566 331	-20 662 913	7 471 052
Avances et acomptes sur immobilisations	1 622	148 715			150 337
TOTAL	578 735 984	20 916 838	3 262 521		596 390 301

Les principales variations des postes immobilisations corporelles proviennent de :

La constatation d'immobilisations en cours pour 20,7 M€ dont les principales opérations concernent :	
l'achèvement de la modernisation des carreaux de vente des fruits et légumes	3,6 M€
l'extension du bâtiment de la triperie (V1T)	1,7 M€
la fin de la rénovation de l'éclairage public	1,6 M€
le lancement de la rénovation des bâtiments de BRI	1,6 M€
le démarrage de la construction du pavillon Bio (D6)	1,3 M€
la création d'une sous-station d'échange du réseau de chaleur (SICUCV)	1,1 M€
La diminution des immobilisations en cours pour 20,7 M€ dont les principales opérations sont la mise en service des travaux :	
de modernisation des carreaux de vente des fruits et légumes	7,2 M€
de rénovation de l'éclairage public	3,2 M€
d'extension du bâtiment de la triperie (V1T)	1,7 M€
La diminution des immobilisations pour 3,3 M€ qui concernent principalement :	
la cession à BRI des travaux de rénovation	1,6 M€
la sortie des biens renouvelés au titre des différents travaux (modernisation des carreaux de vente des fruits et légumes, rénovation de l'éclairage public, extension du bâtiment de la triperie,)	1,7 M€

5-3 AMORTISSEMENTS (en euros)

Amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles	Cumul début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Sorties d'actifs et autres reprises	Cumul fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	841 543	82 169		923 713
Immobilisations propres à la société	2 315 892	130 228	42 315	2 403 806
Constructions	163 068			163 068
Matériel et outillage	222 155	502		222 656
Matériel de transport	107 439	363		107 802
Mobilier, matériel de bureau et informatique	1 483 746	129 363	42 315	1 570 795
Agencements, installations	339 484			339 484
Immobilisations corporelles concédées	152 799 877	10 193 124	1 192 650	161 800 350
Immobilisations renouvelables				
Matériel industriel	78 859 623	5 584 125	496 392	83 947 356
Agencements et installations	73 940 254	4 608 999	696 259	77 852 994
TOTAL GÉNÉRAL	155 957 312	10 405 521	1 234 965	165 127 869

5-4 IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (en euros)

Valeur brute des immobilisations financières	Valeur brute au début de l'exercice	Acquisitions et créations	Diminutions	Valeur brute en fin d'exercice
Participations	10 504 796		93 717	10 411 079
Créances rattachées à des participations	1 030 663		187 805	842 858
Autres titres	20 085			20 085
Autres	231 834			231 834
TOTAL GÉNÉRAL	11 787 379		281 522	11 505 857

La diminution des immobilisations financières s'explique par le remboursement partiel de l'avance rémunérée consentie à BRI (187 805 €) et par la sortie de la participation dans la JV en Chine (93 717 €).

Le tableau des filiales et des participations se présente comme suit :

Société	Capital	Réserves	Quote-part de capital détenue (en%)	Valeur d'inventaire des titres détenus	Prêts et avances consentis	Cautions et avals fournis	Chiffre d'affaires	Bénéfice net ou perte	Dividendes encaissés
I - FILIALES									
B.R.I. ⁽¹⁾	2 896 531	0	100,00	10 395 072	842 858	-	2 591 197	1 656 807	1 656 971
II - FILIALES									
< 1%	-	-	-	36 092	-	-	-	-	-

(1) Société Civile Immobilière créée par des investisseurs institutionnels dans les années 70 pour la réalisation d'un programme de 21 000 m² de bureaux sur des terrains privés dont elle est propriétaire et jouxtant la zone A du MIN. En 1981, la SEMMARIS a acquis 90% des parts de cette SCI et depuis 2001 elle détient 100% du capital.

RAPPORT FINANCIER

5-5 VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT

Les valeurs mobilières de placement figurant au bilan sont inscrites à leur valeur d'acquisition. Elles comprennent:

- des SICAV de trésorerie en valeur de marché pour 7,93 M€;

- des certificats de dépôts et bons à moyen terme pour 42,30 M€ dont 1,40 M€ d'intérêts courus;

- des obligations pour 5,18 M€ dont 0,02 M€ d'intérêts courus.

La valeur d'inventaire des obligations est arrêtée sur la base des cours moyens de bourse du mois de décembre. Hors coupons courus, elle s'élève à 5 799,2 K€ avec d'une part 642,2 K€ de plus-values latentes et d'autre part 1,3 K€ de moins-values latentes au titre desquelles une provision pour dépréciation de 0,3 K€ est comptabilisée sur l'exercice.

5-6 TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES (en euros)

	Valeur au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur en fin d'exercice
Capital	14 696 158			14 696 158
Prime d'apport	15 050 703			15 050 703
Réserves	1 469 616			1 469 616
Report à nouveau	43 725 032	7 184 008		50 909 040
Résultat de l'exercice	13 178 494	13 884 203	13 178 494 ⁽¹⁾	13 884 203
Subventions d'investissement nettes	68 561 788	790 988		69 352 776
Amortissements de caducité	246 979 094	12 498 139		259 477 233
Provisions pour renouvellement utilisées	23 389 392			23 389 392
TOTAL GÉNÉRAL	427 050 276	34 357 338	13 178 494	448 229 121

⁽¹⁾ dont dividendes distribués de 5 994 486 €.

Le capital est composé de 386 741 actions d'une valeur nominale de 38 €.

L'augmentation du poste subventions concerne pour l'essentiel des travaux financés par les concessionnaires (657 K€) et le remboursement par la RATP des travaux réalisés pour le passage sur le Marché de la ligne de tramway Villejuif-Athis-Mons (134 K€).

5-7 TABLEAU DE VARIATION DES PROVISIONS (en euros)

	Valeur en Dotations		Reprises de	Valeur en fin	
	début d'exercice	de l'exercice	Utilisées	Non utilisées	d'exercice
Provisions pour risques et charges	740 829	550 664			1 291 492
Autres provisions	740 829	550 664			1 291 492
Provisions pour dépréciations	1 804 104	358 712	151 102	343 142	1 668 572
Immobilisations corporelles du domaine concédé	258 274				258 274
Titres de participation	93 717		22 916	70 801	
Clients	1 451 061	358 446	128 186	272 341	1 408 980
Valeurs mobilières de placement	1 052	266			1 318
TOTAL GÉNÉRAL	2 544 933	909 376	151 102	343 142	2 960 064

Provisions pour risques et charges :

Elles font l'objet d'une dotation complémentaire de 550 664 € destinée à couvrir un litige avec un concessionnaire, une indemnité de licenciement, deux litiges Prud'homaux en cours et un sinistre.

Provisions pour dépréciation :

La cession de la participation dans la JV en Chine s'est traduite par une reprise de provision pour dépréciation des titres de participation à hauteur de 93 717 € dont 70 801 € non utilisés.

Les comptes clients ont fait l'objet d'une reprise de provision pour dépréciation à hauteur de 400 527 € dont 272 341 € non utilisés. Les dotations de l'exercice s'élèvent à 358 446 € et les créances passées en pertes atteignent 179 647 €.

5-8 COMPTES DE RÉGULARISATION

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 1 248 462 € HT. Elles correspondent, par nature, aux éléments suivants :

- Achats 146 040 € HT. - Services extérieurs 1 102 422 € HT.

Les produits constatés d'avance en fin d'exercice s'élèvent à 24 418 544 € HT. Ils correspondent, par nature, aux éléments indiqués ci-dessous, et concernent des prestations facturées mais non encore fournies à la date d'arrêté des comptes. Figurent également sous cette rubrique les Droits de Première Accession étalés sur la durée de la concession (cf. note 3-8).

- Redevance d'occupation et charges 3 415 381 € (net des remises pour paiement par prélèvement automatique)

- Produits des péages 1 885 643 €

- Droits de Première Accession 19 117 520 €

5-9 CRÉANCES ET DETTES

a) Créances (en euros)

N .	Montants	Degré d'exigibilité		
Nature	bruts	Moins de 1 an	Plus de 1 an	
Créances de l'actif immobilisé	1 074 693	187 805	886 888	
Créances rattachées à des participations	842 858	187 805	655 053	
Autres	231 834		231 834	
Créances de l'actif circulant (1)	26 001 928	25 075 710	926 218	
Comptes clients et comptes rattachés	18 830 422	18 625 094	205 328	
Autres	5 923 044	5 923 044		
Charges constatées d'avance (2)	1 248 462	527 572	720 890	
TOTAL	27 076 620	25 263 515	1 813 105	

(1) Dont: - Entreprises liées : 1 922 100 € (Bureaux Rungis International). - Subventions à recevoir : 124 471 € dont RATP 115 371 €

- Effets à recevoir : 236 429 €

(2) Dont assurances dommages ouvrages: 885 547 €.

Les **produits à recevoir** en fin d'exercice se présentent comme suit :

3 955 483 € TTC - Clients produits non encore facturés

RAPPORT FINANCIER

b) Dettes (en euros)

N .	Montants	Degré d'exigibilité			
Nature	bruts	Moins de 1 an	Plus de 1 an	Plus de 5 ans	
Emprunts et dettes auprès des Ets de crédit	9 921 021	2 623 740	6 437 999	859 281	
Emprunt 2003 C.A.	344 538	344 538			
Emprunt 2003 S.G.	387 135	387 135			
Emprunt 2005 C.A.	147 399	147 399			
Emprunt 2005 NATIXIS	250 000	250 000			
Emprunt 2010 C.A.	8 791 948	1 494 668	6 437 999	859 281	
Soldes créditeurs de banques					
Autres dettes financières	19 687 710	1 191 274	201 691	18 294 746	
Cautionnements reçus	18 248 633			18 248 633	
Agence de l'eau	309 374	61 570	201 691	46 113	
Intérêts courus	43 227	43 227			
Divers	1 086 476	1 086 476			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	9 483 135	9 483 135			
Dettes fiscales et sociales	10 380 823	10 380 823			
Dettes sur immobilisations	10 782 594	10 782 594			
Autres dettes	2 940 940	2 940 940			
Produits constatés d'avance	24 418 544	5 039 243	4 228 213	15 151 088	
TOTAL	87 614 767	42 441 750	10 867 903	34 305 115	

Les emprunts à taux fixes s'élèvent à 9,67 M€ avec un taux moyen de 3,02% l'an.

Les emprunts à taux variables s'élèvent à 0,25 M€. Ils sont indexés sur l'Euribor 3 mois avec une marge de + 0,125 %.

Les dépôts et cautionnements versés par les clients figurent dans les dettes à plus de 5 ans pour un montant de 18 248 633 €.

Les **charges à payer,** 11 079 124 € TTC en fin d'exercice, se présentent comme suit :

- Fournisseurs - factures	
non parvenues dont fournisseurs d'immobilisations	6 270 235 € 4 252 622 €
- Personnel - dettes	4 232 022 €
pour congés payés & divers dont réserve spéciale de participation	3 156 825 € 726 886 €
- Organismes sociaux	1 473 951 €
- Autres	178 113 €

6 - COMPLÉMENTS D'INFORMATION RELATIFS AU COMPTE DE RÉSULTAT

6-1 EFFECTIFS

La situation de l'effectif en fin d'exercice se présente comme suit :

	Cad et assi		Age de ma		Emple	oyés	Fonction détac		Tot	al
	CDI	CDD	CDI	CDD	CDI	CDD	CDI	CDD	CDI	CDD
Situation au 01/01/2014	117	4	59	1	28	1	1		205	6
Entrées	7	3	3	3	2	3			12	9
Embauches	6	3	2	3	2	3			10	9
Mutations/Promotions	1		1						2	
Sorties	3	4	3	2	1	2			7	8
Démissions										
Mutations/Promotions			1		1				2	
Licenciements										
Fin de C.D.D.		4		2		2				8
Autres départs			1						1	
Départs en retraite	3		1						4	
SITUATION AU 31/12/2014	121	3	59	2	29	2	1		210	7

6-2 RÉMUNÉRATION DES MEMBRES DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION

Le montant global des rémunérations et jetons de présence versés aux membres des organes d'administration et de direction au cours de l'année 2014 s'élève à 251 120 €.

6-3 DÉTAILS DES PRODUITS D'EXPLOITATION (EN K€)

Nature des produits	Exercice 2014	Exercice 2013	Variation 2014/2013 (en %)	Exercice 2012
Produits proportionnels				
Péages				
Produits des péages à la monnaie	5 339,4	5 185,5	3,0	5 175,3
Abonnements	6 243,0	4 275,5	46,0	6 052,1
Supports	205,1	236,2	-13,2	205,0
Redevances carreau banal	354,4	353,3	0,3	376,8
Redevances de transit	31,7	34,8	-8,9	32,9
Ventes d'eau	2 699,0	2 485,8	8,6	2 541,0
Locations de salles	8,5	7,2	18,1	32,0
Produits ordinaires				
Redevances d'occupation indexées	16 050,2	16 461,7	-2,5	15 968,2
Redevances d'occupation homologuées	40 270,2	39 028,0	3,2	36 259,3
Droits de Première Accession étalés	954,0	948,7	0,6	918,0
Redevances sur services concédés				
Kiosques, Parkings, Quais, Frigos	2 114,3	2 075,2	1,9	1 930,2
Produits sur charges récupérables				
Chauffage, Climatisation & Charges générales	25 463,9	25 028,5	1,7	23 677,3
Produits divers				
Ventes diverses	250,3	406,2	-38,4	315,2
Autres produits des activités annexes				
Saisies, locations matériel, honoraires, travaux et divers	1 309,2	1 316,7	-0,6	1 084,1
Honoraires Rungis Consultant	300,8	349,5	-13,9	304,1
Remise pour prélèvement automatique	-1 003,9	-1 111,1	-9,6	-1 046,8
TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES	100 590,1	97 081,7	3,6	93 824,7
Reprises de provisions et amortissements	400,5	194,0	106,4	231,7
Dont créances clients	400,5	194,0	106,4	224,8
Transferts de charges	271,3	369,0	-26,5	292,8
Dont remboursements de sinistres	162,1	279,7	-42,0	149,8
Subventions d'exploitation	5,4	7,8	-30,8	8,0
Autres produits de gestion courante	50,2	44,0	14,1	50,0
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	101 317,5	97 696,5	3,7	94 407,2

6-4 DÉTAILS DES BIENS & SERVICES CONSOMMÉS (EN K€)

Nature des charges	Exercice 2014	Exercice 2013	Variation 2014/2013 (en %)	Exercice 2012
Autres approvisionnements				
Travaux pour compte de tiers refacturés	259,8	328,1	-20,8	206,3
Achats non stockés de matières premières				
Électricité	2 742,5	2 352,1	16,6	2 356,9
Eau	1 696,6	1 592,6	6,5	1 742,3
Combustibles	1 880,0	2 240,1	-16,1	2 309,5
Autres	333,8	386,8	-13,7	337,5
Sous-total achats non stockés	6 652,9	6 571,6	1,2	6 746,1
Personnel extérieur				
Intérimaires	176,2	231,4	-23,8	185,1
Gardiennage	944,1	947,9	-0,4	991,9
Autres	14,0	3,1	356,8	4,6
Sous-total personnel extérieur	1 134,2	1 182,3	-4,1	1 181,6
Loyers de crédit-bail	0,0	0,0		0,0
Autres biens et services consommés				
Nettoiement et entretien général du Marché (1)	14 865,3	14 850,9	0,1	14 216,0
Locations	3 790,0	3 841,8	-1,3	3 682,3
Entretien, réparations, maintenance et travaux (1)	6 383,7	6 088,5	4,8	5 914,4
Primes d'assurances	1 283,3	1 371,8	-6,4	1 351,8
Honoraires	2 560,6	1 950,2	31,3	1 930,1
Promotion du Marché (1)	1 180,7	1 273,9	-7,3	1 143,7
Charges sur sinistres	230,6	319,6	-27,8	202,5
Autres (1)	951,2	948,3	0,3	1 035,6
Sous-total autres biens et services consommés	31 245,4	30 644,9	2,0	29 476,4
TOTAL DES BIENS ET SERVICES CONSOMMÉS	39 292,3	38 726,9	1,5	37 610,5

⁽¹⁾ Afin de permettre la comparaison des chiffres d'un exercice sur l'autre :

6-5 CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS (EN K€)

	Exercice 2014	Exercice 2013
Charges	399,6	542,8
- intérêts sur emprunts	384,4	542,1
- autres frais financiers	15,0	0,7
- provision pour dépréciation du portefeuille obligataire	0,3	
Produits	2 996,1	2 698,5
- participations (dividende Bureau Rungis International)	1 659,7	1 532,3
- valeurs mobilières	1 242,6	1 132,7
- reprise de provision pour dépréciation	93,7	33,5

les campagnes de réfection de la voirie ont été reclassées du poste entretien, réparations, maintenance et travaux en nettoiement et entretien général du Marché à hauteur de 630 518 € en 2012.

^{- 88 000 €} de frais de mécénat ont été reclassés du poste autres au poste promotion du Marché en 2012.

6-6 CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS (EN K€)

	Exercice 2014	Exercice 2013
a) Charges	2 765,7	356,4
Sur opérations de gestion	187,8	5,8
dont indemnités clients	186,2	
Sur opérations en capital	2 391,7	350,5
Valeur des éléments d'actif cédés ou détruits	2 121,3	194,5
Autres	270,4	156,0
dont frais de démolition (EOG, V06)	184,6	
frais d'évacuation de terres polluées	82,0	
sinistre construction F5C		96,5
perte sur litige fournisseur		51,7
b) Produits	2 804,7	2 790,2
Sur opérations de gestion	1 130,2	1 083,4
dont autres D.P.A. (Cf. note 3-8)	1 039,6	872,6
sanctions aux usagers	85,7	63,6
pénalités sur contrat fournisseur		146,0
Sur opérations en capital	1 640,7	
Produits de cession d'éléments d'actifs	1 640,7	
Autres	33,8	668,5
dont indemnités clients	20,4	11,8
reprise de dettes prescrites		634,8
Reprises de provisions et amortissements		856,6
dont dépréciation d'immobilisations suite à la destruction du bâtiment V06		89,5
contribution à des travaux de voirie devenue sans objet		632,1
litige fournisseur		23,0
reprise d'amortissement de caducité suite à la destruction du bâtiment V06		112,0
Transferts de charges		181,8
dont remboursement assurance sinistres (incendie D6a, construction F5c)		181,8

6-7 IMPÔTS SUR LES SOCIÉTÉS (EN €)

Après déductions et réintégrations des éléments comptables non fiscalisés, le résultat net fiscal de l'exercice s'élève à 19,326 M€.

La ventilation des bases et de l'impôt entre la partie imputable au résultat courant et aux éléments exceptionnels se présente comme suit :

	Courant	Exceptionnel
Résultat comptable avant impôts	20 497 071	225 276
Réintégrations	1 170 306	352
Déductions	1 504 817	818 811
RÉSULTAT IMPOSABLE	20 162 559	- 593 183
Impôts	7 043 177	- 204 233

L'étalement comptable des Droits de Première Accession fiscalisés lors de leur facturation jusqu'en 2002 (cf. note 3-8 ci-dessus) se traduit par un impôt payé d'avance, non comptabilisé. Au taux actuel d'imposition, ce crédit qui sera récupéré au fur et à mesure des réintégrations comptables au chiffre d'affaires des exercices à venir, s'élève à 1,72 M€.

Le Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (CICE) d'un montant de 230 190 € a été comptabilisé en diminution des charges de personnel. Il a été intégralement consacré à l'investissement.

6-8 ENGAGEMENTS HORS BILAN (EN K€)

	2014	2013
a) Engagements reçus		
Cautions bancaires des concessionnaires	3 689	3 877
Cautionnements bancaires des fournisseurs	3 932	4 025
b) Engagements donnés		
Participation au G.I.E. des M.I.N.	p.m.	p.m.
Commandes en cours aux fournisseurs sur immobilisations	12 338	5 372
Participation aux travaux de mise aux normes de l'UIOM	4 087	4 685
(Part SEMMARIS des annuités d'emprunts souscrits par le SIEVD au titre des travaux de mise en conformité de l'usine d'incinération)		

6-9 ENGAGEMENTS EN MATIÈRE DE RETRAITE

Aucun engagement, notamment en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées, n'a été contracté au profit des dirigeants ou des organes d'administration.

Les engagements en matière d'Indemnités de Fin de Carrière à verser aux salariés partant à la retraite font l'objet d'un contrat spécifique avec un organisme extérieur de gestion collective.

Le solde du fonds collectif s'élève à 1 120,5 K€ au 31 décembre 2014.

La couverture de la totalité de nos engagements sociaux différés, charges sociales comprises, a généré au titre de l'exercice, une charge de 132,1 K€.

Cette charge résulte des hypothèses suivantes :

- taux d'actualisation et de rendement du fonds de 2.0% :
- augmentation annuelle des salaires de 2,5%;
- âge de départ à la retraite à 65 ans.

Au 31 décembre 2013, le taux d'actualisation et de rendement du fonds retenu était de 3,0 %, l'augmentation annuelle des salaires de 3,0 %, les autres hypothèses restant inchangées.

6-10 DROIT INDIVIDUEL À LA FORMATION

Au 31 décembre 2014, le capital temps de formation acquis par les salariés de l'entreprise au titre du D.I.F., institué par la Loi 2004-391 du 4 mars 2004, s'élève à 21 138 heures. Les demandes de formation sur ce crédit ont représenté 357 heures sur l'exercice 2014.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2014

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2014, sur

- le contrôle des comptes annuels de la société SEMMARIS S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport;
- la justification de nos appréciations;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 - OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice

Paris La Défense, le 10 avril 2015 KPMG Audit *Département de KPMG S.A.* Philippe ARNAUD *Associé*

2 - JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants.

Les notes 3.2 et 3.8 de l'annexe exposent les règles et principes comptables relatifs notamment aux immobilisations du domaine concédé, aux amortissements de caducité, aux subventions d'investissements et aux droits de première accession.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 - RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Paris, le 10 avril 2015 Cailliau Dedouit et Associés Rémi SAVOURNIN Associé

NOTES





RUNGIS

—DANS— L'OBJECTIF

Des photographes amateurs ont visité le Marché en 2014, appareil en bandoulière. Ils participaient au TFP (Tour de France Photo) qui réunit des projets photographiques sur quatorze lieux prestigieux ou originaux. Parmi l'Aiguille du Midi, les gorges du Verdon, le château d'Amboise ou même celui de Versailles figurait... Rungis. Résultats de cette chasse aux images dans ce rapport.







